



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Seine-Maritime. Surendettement - le département est au-dessus de la moyenne nationale – Le courrier cauchois
- La future Alpine A110 électrique sera fabriquée dans la manufacture de Dieppe – ICI
- Monchaux-Soreng - Meca Glass investit pour accélérer sa production - La Gazette France
- Prix des carburants en Normandie. Où trouver l'essence et le gazole les moins chers près de chez vous aujourd'hui ? – Tendance Ouest

Conseil de politique nucléaire

- Pourquoi Emmanuel Macron va se rendre à la centrale nucléaire de Penly, en Normandie, ce jeudi ? - France 3 Normandie
- Seine-Maritime. Emmanuel Macron attendu à Penly, le chef de l'Etat présidera le conseil de politique nucléaire – Tendance Ouest
- Seine-Maritime. Pourquoi le président de la République sera en Seine-Maritime ce jeudi ? – Le courrier cauchois
- Visite d'Emmanuel Macron à Penly - les attentes des élus PCF locaux dans une lettre ouverte - Paris Normandie

Travaux et aménagements

- Le contournement Est de Rouen « a pourri notre vie », témoignent des habitants - Paris Normandie
- Près de Fécamp. Encore des travaux sur la D10 - la chaussée doit être refaite seulement quelques mois après les travaux – Le courrier cauchois

Mobilité

- SNCF. Gare de Rouen saturée, trains supprimés, électricité coupée... Le point sur la ligne Le Havre-Paris - Paris Normandie
- « La gare de Rouen est saturée » - retard et suppression de trains vers Dieppe et Paris après la chute d'un arbre sur les voies – France 3 Normandie
- SNCF - la circulation des trains fortement perturbée sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre dans les deux sens - ICI

Sécurité

- En Normandie, un bateau coule après avoir percuté un autre navire originaire de Dieppe - Paris Normandie

- Montville. Une caserne neuve avant la fin de l'année – Le courrier cauchois

Social et société

- « Tous des pourris, je voterai pour le moins pire » - quelle abstention pour les municipales au Havre ? – 76 actu
- Différence, inclusion, vivre-ensemble célébrés en couleurs dans les rues de Dieppe, mercredi 11 mars - Paris Normandie
- TEMOIGNAGE. « C'était presque un rêve pour moi » - pour quitter son mari violent Lise a pu compter sur l'hébergement citoyen – France 3 Normandie

Collectivités locales et équipements publics

- « Nous sommes le plus gros centre du département » - à Bolbec, un centre des routes modernisé - Paris Normandie
- Pourquoi des tracts du Rassemblement national se sont retrouvés dans le magazine de la Métropole Rouen Normandie ? – France 3 Normandie
- Grève et AG - les dockers du port de Rouen mobilisés tous les lundis jusqu'à ce que les choses changent – 76 actu

Justice

- « 7760 litres d'essence volés » près de Dieppe - la technique de l'aimant devant la justice - Paris Normandie
- L'apprenti et le livreur à vélo contestent leur OQTF devant le tribunal de Rouen - Paris Normandie
- Pays de Caux. Affiche électorale dégradée et attaque personnelle dans cette commune de 260 habitants - une plainte déposée – Le courrier cauchois

Éducation

- Lycée François-1er au Havre - pourquoi enseignants, élèves et parents protestent ? - Paris Normandie
- Suppression de postes dans l'Éducation - une manifestation devant le lycée François 1er au Havre - ICI
- « On a peur pour nos étudiants ! » La communauté universitaire de Rouen se mobilise contre les coupes budgétaires – France 3 Normandie
- Les étudiants en musicologie « trahis » et « abandonnés » - à Rouen, ils montent au créneau contre la suppression de leur master – France 3 Normandie

Agriculture

- Octeville-sur-Mer. Les décorés du Mérite agricole distingue un éleveur cauchois – Le courrier cauchois

Environnement

- Environnement - vers une protection renforcée de l'Estuaire de la Seine et de son site Natura 2000 - La Gazette France

Guerre au Moyen-Orient

- En Normandie, voyages annulés pour cause de guerre - « Tout le monde était en pleurs » - Paris Normandie

Politique

- Municipales 2026 à Rouen : l'ancien socialiste Frédéric Sanchez soutient le « projet sérieux » de Marine Caron – ICI
- Municipales 2026 - à Rouen, unions à gauche et à droite pour un scrutin inédit depuis 18 ans, les extrêmes en embuscade - ICI
- Municipales 2026. Fiscalité, grands projets - André Gautier « ne ment pas aux Dieppois » - Paris Normandie
- Dernier conseil municipal avant les élections, au Tréport : le budget est passé - Paris Normandie
- Municipales 2026. À Bretteville-du-Grand-Caux, l'actuel adjoint Romain Lavidière fait face au maire sortant - Paris Normandie
- Municipales 2026 au Havre. Seniors _ les propositions des sept candidats - Paris Normandie
- Municipales 2026. À Compainville, Danielle Coelle présente une liste face au maire sortant - Paris Normandie
- Municipales 2026. Après des élections tendues en 2024, le maire de La Cerlangue se représente - Paris Normandie
- Municipales 2026. À Tourville-la-Rivière, près d'Elbeuf, Malik Bechka veut donner la parole aux habitants - Paris Normandie
- Municipales 2026. À Fécamp, trois candidats au poste de maire et à chacun sa méthode pour battre campagne - Paris Normandie
- Municipales 2026. La sécurité, la « priorité numéro 1 » du candidat RN à Montivilliers, Gilles Lebreton - Paris Normandie

Acteurs publics

- Face à des recrutements massifs dans la pénitencière, l'État planche sur la restructuration de son appareil de formation
- L'Éducation nationale va continuer à équiper ses agents administratifs avec Microsoft
- 61 % des fonctionnaires territoriaux favorables à la remise en cause des 35 heures
- Retraite complémentaire - le régime des contractuels dopé par la hausse des effectifs
- Dépense publique - une absence persistante de consensus autour des critères d'efficacité

Seine-Maritime. Surendettement : le département est au-dessus de la moyenne nationale

Ghislain Annetta

4–5 minutes

En 2025, le nombre de dossiers déposés auprès des commissions de surendettement du département de la Seine-Maritime s'élève à 3 978. Ce chiffre est, selon la Banque de France, en progression de 3,6% par rapport à 2024 où 3 839 dossiers avaient été ouverts. Cette évolution est plus mesurée que celles observées au niveau régional (+ 5,8%) et au niveau national (+ 9,8%). L'an passé, le département a enregistré 380 dépôts de dossiers de surendettement pour 100 000 habitants. A l'échelle régionale, la Normandie en compte 323, tandis que ce chiffre s'établit à 267 dépôts pour 100 000 habitants âgés de 15 ans et plus dans l'Hexagone.

47% de dettes à la consommation

L'endettement contracté par l'ensemble des ménages surendettés du département de la Seine-Maritime s'établit à 111 millions d'euros. Il se répartit de la manière suivante : 47% sont des dettes à la consommation ; 20% sont des dettes immobilières ; 31% sont des dettes de charges courantes et autres dettes. L'endettement médian hors immobilier des ménages surendettés s'établit à 16 897 euros (contre 18 111 euros en Normandie et 17 951 euros pour la France hexagonale).

"Nous sommes mobilisés en Seine-Maritime pour

accompagner les ménages"

En 2025, l'encours des dettes effacées dans le département de la Seine-Maritime s'élève à 31 millions d'euros, soit 25,9% du montant total des dossiers clos (contre 23% au niveau régional et 23,6% dans l'Hexagone). Le montant effacé moyen par dossier est de 16 888 euros en Seine-Maritime, contre 17 034 euros en Normandie et 19 251 euros en France. 93% des personnes accompagnées ont été satisfaites de la qualité de l'accueil et de la prise en charge des demandes de renseignement par la Banque de France. *"Nous sommes mobilisés en Seine-Maritime pour informer, orienter et accompagner les ménages confrontés à des difficultés financières. Nos équipes sont à leur écoute pour leur proposer des solutions adaptées, dans des délais maîtrisés"*, indique Eric Villeneuve, directeur régional de la Banque de France en Normandie, directeur départemental de Seine-Maritime.

Les taux les plus élevés s'observent dans le Nord, l'Aisne et le Pas-de-Calais

Au niveau national, la remontée des dépôts, amorcée à l'été 2023, reflète la persistance de difficultés financières pesant sur les ménages les plus fragiles. La moitié des surendettés interrogés dans le cadre d'une enquête déclare que ces difficultés datent de plus de deux ans ; ils étaient 36% en 2024. Malgré cette hausse, le niveau des dépôts reste nettement inférieur à celui de 2015, malgré les mêmes fortes variations territoriales que les années précédentes. La Lozère (164), Paris (165) et la Loire-Atlantique (166) présentent les taux les plus faibles, tandis que les taux les plus élevés s'observent dans le Nord (425), l'Aisne (472) et le Pas-de-Calais (475).

Les femmes en première ligne

L'examen des caractéristiques sociodémographiques des ménages surendettés met en évidence plusieurs facteurs de vulnérabilité, au

premier rang desquels le sexe, la situation familiale et la composition du ménage. Les femmes représentent 55% des personnes surendettées, alors qu'elles constituent 52% de la population totale. Cette surreprésentation s'accroît dans les dossiers orientés vers la procédure de rétablissement personnel, dont 58% concernent des femmes. Les personnes séparées, divorcées, célibataires ou veuves s'avèrent aussi plus touchées par le surendettement, à 57% des personnes surendettées, contre 42% dans l'ensemble de la population. *"Cette situation traduit l'impact défavorable des ruptures conjugales et de l'isolement sur l'équilibre budgétaire de ces ménages"*, note la Banque de France. Les ménages composés d'une seule personne apparaissent particulièrement exposés. Ils représentent un peu plus de la moitié des ménages surendettés, à 52%, contre moins de 39% dans la totalité des ménages français.

La future Alpine A110 électrique sera fabriquée dans la manufacture de Dieppe - ICI

Christine Wurtz

4–5 minutes

La future Alpine 100% électrique sera fabriquée dans la manufacture Jean Rédélé à Dieppe. © Radio France - Théophile Pedrola

Publié le mardi 10 mars 2026 à 12:17

C'est encore une bonne nouvelle pour la manufacture Jean Rédélé. La future Alpine A110 tout électrique sera fabriquée à Dieppe. La direction du groupe Renault l'a confirmé officiellement ce mardi matin aux représentants du personnel.

La direction du groupe Renault a officialisé la nouvelle auprès des représentants des salariés ce mardi matin : la **future [Alpine A110 tout électrique](#)** sera fabriquée à la **manufacture Jean Rédélé** à Dieppe. L'usine dieppoise produit déjà le dernier modèle de l'A110 thermique et [l'A390](#), le crossover électrique de la marque.

C'est une très bonne nouvelle pour la manufacture dieppoise, qui verra s'arrêter la production de l'A110 thermique en juin 2026. 30.000 exemplaires du modèle iconique de la marque auront été fabriqués depuis la relance de l'usine en 2017.

La reconnaissance d'un savoir-faire unique

La future génération de l'Alpine A110 sera développée et produite à la Manufacture Alpine Dieppe Jean Rédélé, *"faisant ainsi le lien*

avec l'héritage et l'ADN industriel de la marque", indique le communiqué de presse du groupe. *"Berceau historique d'Alpine [...]* La production de la prochaine Alpine A110 à Dieppe s'inscrit naturellement **dans cette continuité**, reliant les générations passées, présentes et futures de l'emblématique sportive tout en préservant le savoir-faire unique qui caractérise Alpine depuis la vision originelle de Jean Rédélé", peut-on lire sur le site de la marque.

"Nous touchons là les fruits du savoir-faire unique des salariés, de leur engagement et d'un accompagnement constant, tenace, déterminé de Dieppe et de l'agglomération Dieppe-Maritime, reconnu comme tel par le groupe Renault", se réjouit le président de la communauté d'agglomération, Sébastien Jumel.

Quand la nouvelle A110 électrique sortira-t-elle de l'usine ? Pour l'instant, le calendrier n'a pas été dévoilé. Les représentants du personnel devraient en savoir davantage à l'occasion du prochain CSE (comité social et économique) qui aura lieu sur le site le 26 mars.

- [Entreprises](#)
- [Auto](#)
- [industrie](#)
- [Renault](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

Monchaux-Soreng : Meca Glass investit pour accélérer sa production

Par Chloé Guerout

~3 minutes

En bref

À Monchaux-Soreng, l'entreprise Meca Glass reçoit un soutien financier de PME Développement pour investir dans un centre d'usinage.



Meca Glass bénéficie d'un soutien financier de PME Développement.

Publié le 11 mars 2026 - Mis à jour le 11 mars 2026

Installée à Monchaux-Soreng, l'entreprise Meca Glass est née en 2025 de la fusion de trois sociétés : Meca Moules Services,

Somobresle et Les Mouleries De La Bresle, toutes dirigées par Stéphane Franconville, [aussi président de la Glass Vallée](#).

L'entrepreneur avait repris l'entreprise Somobresle en 2017, puis Meca Moules Services en 2020 afin de préserver un partenaire stratégique dans un contexte économique difficile.

Spécialisée dans l'usinage de précision, le polissage et la maintenance de moules pour les industries du verre et du plastique, elle conçoit également des équipements pour les machines de décor sur verre. La société emploie aujourd'hui 14 salariés.

Diversifier l'offre

Pour accompagner sa stratégie de développement, Meca Glass vient d'acquérir un centre d'usinage à commandes numériques. Cet équipement permettra notamment de produire des pièces mécaniques de grande dimension, un marché sur lequel l'entreprise n'était pas encore positionnée. Une machine similaire utilisée pour la fabrication de pièces plus petites est déjà détenue par l'entreprise. L'objectif est double : diversifier l'offre et répondre à une demande croissante de ses clients industriels.

Afin de soutenir cet investissement, l'association PME Développement et la Chambre de commerce et d'industrie Rouen Métropole (CCI) ont accordé à l'entreprise une avance de 25 000 euros, remboursable sur 36 mois. Un chèque qui a été remis à Stéphane Franconville, ce lundi 9 mars.

À moyen terme, la société envisage le recrutement de trois personnes d'ici trois ans.

Prix des carburants en Normandie. Où trouver l'essence et le gazole les moins chers près de chez vous aujourd'hui ?

Mathilde Rabaud

3-4 minutes

Depuis plusieurs jours, les **prix des carburants augmentent dans toute la France**, et la Normandie n'échappe pas à la tendance. Cette hausse s'explique en grande partie par les [tensions géopolitiques](#) au [Moyen-Orient](#), qui perturbent le marché mondial du pétrole.

La fermeture du détroit d'Ormuz et les incertitudes autour de la production d'hydrocarbures ont fait grimper le prix du baril. Résultat : les prix affichés dans les stations-service progressent.

Selon le ministre de l'Economie, **le SP95 a augmenté de 5 à 15 centimes par litre**, tandis que **le gazole a grimpé de 15 à 20 centimes** en seulement une semaine.

Pour de nombreux automobilistes normands, trouver **le carburant le moins cher près de chez soi** devient donc une priorité.

Une carte interactive pour trouver le carburant le moins cher près de chez vous

Bonne nouvelle pour les conducteurs en Normandie : il existe un outil simple pour comparer les prix.

En cliquant sur [ce lien](#), vous arriverez sur une carte interactive réalisée par *Le Parisien*, qui permet de trouver le carburant le moins cher autour de votre commune.

Il suffit d'indiquer votre ville pour afficher les stations-service à proximité et comparer les tarifs du :

- gazole
- SP95
- SP98
- E10

Vous pouvez également **choisir un rayon de recherche**, par exemple 5, 10 ou 20 kilomètres autour de votre commune.

Cet outil permet souvent de **gagner plusieurs centimes par litre**, ce qui peut représenter une économie non négligeable sur un plein.

Attention à la date de mise à jour des prix du carburant

Avant de prendre la route vers une station-service, un détail reste essentiel : **la date du dernier relevé de prix**.

Les tarifs affichés dans la carte interactive proviennent de données officielles issues du site gouvernemental consacré aux prix des carburants. Toutefois, **les prix peuvent évoluer rapidement**.

Il est donc important de **vérifier la date de mise à jour indiquée**, car il est possible que le tarif ait changé entre le relevé et votre passage à la pompe. En général, seules les stations ayant **mis à jour leurs prix dans les sept derniers jours** apparaissent dans l'outil.

Pas de pénurie de carburant annoncée en France

Malgré les tensions internationales, le gouvernement se veut rassurant.

Les autorités affirment qu'il **n'y a actuellement [aucun risque de pénurie](#) de carburant en France**. Le pays disposerait même de **deux à trois mois de [stocks](#)**. Les automobilistes sont donc appelés à **ne pas se précipiter dans les stations-service**, afin

d'éviter des tensions inutiles sur l'approvisionnement.

En Normandie comme ailleurs, le meilleur réflexe reste donc de [comparer les prix](#) **et de vérifier les mises à jour**, pour trouver l'essence ou le gazole au tarif le plus avantageux.

Pourquoi Emmanuel Macron va se rendre à la centrale nucléaire de Penly, en Normandie, ce jeudi

Myriam Libert

3–4 minutes

Le président de la République, Emmanuel Macron, présidera jeudi 12 mars 2026 un conseil de politique nucléaire à la Centrale de Penly, près de Dieppe. Une visite qui sera l'occasion pour le chef de l'État d'apprécier les travaux en cours de l'EPR 2, au cœur de sa stratégie de relance du nucléaire civil.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Ce mardi 10 mars, Emmanuel Macron accueille à Paris le deuxième sommet mondial consacré à l'énergie nucléaire, en collaboration avec l'AIEA, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique. Chefs d'État et de gouvernement, industriels, experts et organisations internationales sont réunis pour donner un nouvel élan au nucléaire civil dans le monde, notamment face aux défis énergétiques et climatiques qui se profilent.

Ce sommet se prolongera jeudi 12 mars avec un conseil de politique nucléaire, qu'Emmanuel Macron présidera depuis la

centrale de Penly en Seine-Maritime.

Ce programme de relance comprend notamment la construction d'au moins 6 nouveaux réacteurs, programme décidé en 2022 lors du discours de Belfort d'Emmanuel Macron.

"L'objectif de ce sommet est de créer à nouveau un élan avec l'ensemble des pays présents pour reconnaître à la fois le nucléaire comme élément majeur de la transition énergétique qui participera à la décarbonation de l'ensemble du système énergétique", a souligné l'Elysée. Le tout dans un souci d'indépendance énergétique de chaque pays.

La France se positionne en "fer de lance de l'énergie nucléaire", qui a constitué, en 2025, 68 % de sa production électrique. Le souhait de la France est d'inciter les autres pays à suivre la trajectoire française, c'est-à-dire de tripler les capacités nucléaires installées d'ici 2050. Particulièrement visée, l'alliance européenne du nucléaire, qui a déjà rallié 16 des 27 États membres.

Les six réacteurs EPR 2 prévus à Penly, Graveline et Bugey seront en service à l'horizon 2040. Ils apporteront à la France une puissance électrique installée supplémentaire de 10 GWh, qui permettra de produire en moyenne 60 TWh par an d'électricité décarbonée.

Le projet de construction des deux réacteurs d'EPR 2 à Penly est la tête de série des trois premières paires de réacteurs. L'objectif de mise en service de cette première unité EPR2 est fixé à 2038.

Selon [les services de l'état en Normandie](#), la puissance de ces réacteurs permettra à terme de produire chaque année l'équivalent de la consommation régionale. Le site de Penly est donc le lieu emblématique de cette relance du nucléaire civil, souhaitée par le chef de l'État.

Ce sommet sur le nucléaire revêt un caractère particulier, l'année 2026 marquant le 15e anniversaire de l'accident de Fukushima au Japon, et le 40e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl en

Ukraine.

Seine-Maritime. Emmanuel Macron attendu à Penly, le chef de l'Etat présidera le conseil de politique nucléaire

Alexandre Leno

4-5 minutes

Le président de la République Emmanuel Macron est attendu à Penly en Seine-Maritime, jeudi 12 mars, pour la tenue du cinquième Conseil de politique nucléaire (CPN) qu'il présidera en présence du premier ministre ainsi que des ministres compétents : Economie, Energie, Affaires étrangères, Armées et Recherche. Sont attendus également EDF et [Orano](#), les principaux acteurs des chantiers nucléaires à venir ainsi que les autorités de sûreté nucléaire. Le CPN, pour la première fois délocalisé, doit être l'occasion pour le chef de l'Etat de rappeler les grands principes de son discours de Belfort en 2022, point de départ de la relance du nucléaire civil avec l'annonce des six paires de réacteurs nouvelle génération (EPR2), dont deux à Penly et quatre EPR supplémentaires potentiels. Selon l'Elysée, la décision finale d'investissement doit intervenir d'ici la fin de l'année.

- **A lire aussi.** [L'Autorité environnementale s'inquiète de l'impact écologique des deux EPR2 en Seine-Maritime](#)

Sur la stratégie de ce "nouveau nucléaire", il s'agit d'affirmer la souveraineté énergétique de la France face aux problèmes d'approvisionnements dans un contexte international tendu entre le conflit en [Ukraine](#) et désormais [au Moyen-Orient](#). Autre objectif ; la sortie des énergies fossiles avec une échéance à horizon 2050

pour la neutralité carbone, inscrite dans la loi énergie climat de 2019.

IA, décarbonation de l'industrie, véhicules électriques... jusqu'à 60% d'électricité supplémentaire en 2050

Le programme nucléaire doit également répondre aux futurs besoins en énergie et en particulier le développement des voitures électriques. Selon l'Elysée, leur nombre est passé d'à peine 100 000 en 2017 à 2,5 millions à la fin de l'année 2024. L'Etat anticipe aussi une hausse de la consommation due à l'essor des *data centers* (centre de données) avec le développement de l'IA en plus de la décarbonation de l'industrie qui passera nécessairement par un besoin d'électrification. Dans son discours de Belfort, Emmanuel Macron affirmait que la France devra produire jusqu'à 60% d'électricité supplémentaire d'ici 2050.

- **A lire aussi.** [L'État veut initier un choc du logement à Dieppe en vue du chantier de l'EPR](#)

Le calendrier à Penly

Le CPN sera l'occasion de faire un point d'étape sur le chantier de l'EPR 2 à Penly, lieu de la réunion. [Les travaux préparatoires ont d'ores et déjà été lancés \(été 2024\).](#) Le chantier ne concerne pas le nucléaire pour l'heure. Il s'agit de travaux de génie civil, de constructions d'ouvrages ou de bâtiments. A ce stade, environ 1 100 personnes travaillent sur le chantier et *"l'avancement est conforme au calendrier"*, selon l'Elysée qui table toujours sur une mise en service du premier réacteur en 2038. La présence symbolique du président de la République à Penly pourrait aussi vouloir dire que l'Etat souhaite accélérer le chantier.

Enfin, le CPN doit aborder la question de la fermeture du cycle du combustible nucléaire c'est-à-dire le recyclage des déchets nucléaires. En effet, la France est un des rares pays à avoir fait le

choix de recycler massivement l'uranium utilisé en particulier grâce à l'usine Orano La Hague dans la Manche, leader mondial dans le domaine du recyclage des combustibles usés. Il sera question aussi d'innovation nucléaire avec des appels à projets pour la recherche et le développement de petits réacteurs modulaires, les SMR (Small Modular Reactors) et des réacteurs innovants qui permettraient de réduire les déchets.

Seine-Maritime. Pourquoi le président de la République sera en Seine-Maritime ce jeudi ?

Nicolas Durand

~2 minutes

Après le sommet international sur le nucléaire civil qu'il présidait ce mardi 10 mars, Emmanuel Macron sera présent jeudi 12 mars à Penly, pour une nouvelle séquence focalisée sur l'atome.

La visite des premières fois

Ainsi, le président Macron se rendra sur le site de la centrale nucléaire de Penly pour visiter les travaux de l'EPR. C'est d'ailleurs la première fois qu'il visite le chantier d'un EPR dont il est l'instigateur. Ensuite, il présidera un conseil de politique nucléaire, lui aussi délocalisé pour la première fois. Il s'agit d'une instance qui regroupe l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection, EDF et l'entreprise Orano. Plusieurs ministères siègent à ce conseil.

Trois objectifs au programme de la journée

Selon la présidence de la République, trois objectifs sont au programme de la journée : le président fera un point d'étape sur les trois premières paires de réacteurs EPR2 ; sur l'avancement des projets d'usines de retraitement portés par Orano à La Hague ; et sur les travaux liés à la stratégie de fermeture du cycle du combustible ainsi que l'état d'avancement des projets de petits réacteurs modulaires.

Pour rappel, le site de Penly fait partie des trois implantations

retenues avec Gravelines et le Bugey pour accueillir une nouvelle paire de réacteurs du programme EPR2. Un chantier titanesque de déconstructions, de grignotage de la falaise et d'extension de la digue est en cours sur le site seinomarin.

Visite d'Emmanuel Macron à Penly : les attentes des élus PCF locaux dans une lettre ouverte

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

4–6 minutes

Les élus PCF du territoire dieppois ont soumis au président de la République, attendu ce jeudi à la centrale nucléaire de Penly pour le conseil de politique nationale nucléaire, trois thématiques sur lesquelles ils escomptent un engagement de l'État pour le grand chantier...



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 10 Mars 2026 à 18h12 Temps de lecture: 2 min

Ils ont appris par la presse, mardi soir, [la visite officielle du président de la République à la centrale nucléaire de Penly, ce jeudi 12 mars](#), pour y tenir le conseil de politique nationale nucléaire. S'ils le regrettent sur la forme, c'est surtout sur le fond que les élus communistes du pays dieppois ont souhaité interpeller Emmanuel Macron.

Convaincus de la première heure du bien-fondé du projet EPR2 à Penly, le président de Dieppe-Maritime Sébastien Jumel et des Villes Sœurs Eddie Facque, les maires Nicolas Langlois (Dieppe), Maryline Fournier (Arques-la-Bataille), Laurent Jacques (Le

Tréport) et Michel Barbier (Eu) ont pris la plume pour s'adresser au chef de l'État. Objectif : lui demander un effort sur plusieurs sujets sur lesquels les collectivités planchent d'arrache-pied depuis l'annonce du lancement du grand chantier. Thématiques qui avaient déjà fait l'objet d'[un courrier des élus dieppois au Premier ministre, en décembre dernier](#).

Logement, santé et sécurité

Au-delà [des crédits « Territoires engagés pour le logement »](#) obtenus, l'arrivée de milliers de salariés exigerait d'augmenter significativement « *ces participations financières pour accompagner nos collectivités* » sur le logement, priorité absolue, avec un boost « *de l'enveloppe nationale des [fonds friches](#) et fonds vert* » par exemple, indique la lettre ouverte des élus au président. Sur la santé, le « *partenariat intelligent avec EDF ([extension du service des urgences](#), [reconstruction de l'hôpital de proximité de la ville d'Eu](#))* » ainsi que la création du [Centre intercommunal de santé](#) et du [médicobus](#) ne suffisent pas : « *Rien de prévu pour accompagner ces projets en moyens de fonctionnement.* »

Enfin, les élus réitèrent « *la nécessité de renforcer les moyens humains et matériels du commissariat de police de l'arrondissement de Dieppe et des services de gendarmerie du territoire qui ne peuvent se satisfaire de la seule création d'[une brigade à Falaise du Talou](#).* »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Le contournement Est de Rouen « a pourri notre vie », témoignent des habitants

Violaine Gargala

6–8 minutes

La réalisation de cette autoroute à péages est toujours incertaine. Une situation intenable pour des habitants des Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen, à l'Est de Rouen : ils attendent depuis vingt ans de savoir s'ils seront expropriés pour laisser place au bitume.



Depuis maintenant vingt ans Huguette et Pascal Levillain, Bruno Leroy et Laurence Azema (de g.à d.) ne profitent pas de leurs maisons. - Paris Normandie



Vingt ans. Vingt ans qu'ils sont dans l'attente de savoir s'ils vont être expropriés ou non. Une situation intenable pour ces habitants des Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen, dont les maisons se trouvent sur le tracé du potentiel [contournement Est de Rouen](#). « Depuis c'est "ça va se faire", "ça ne va pas se faire", "ça va peut-être se faire", "ça va se faire", résume à sa façon Bruno Leroy, un habitant de la commune. *On vit avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête* ».

Leurs biens estimés en 2015

En 2006, l'État confirme le projet de contournement, déclaré d'utilité publique en novembre 2017, puis donne son [feu vert](#) à sa réalisation en décembre 2021. Mais début 2023 la Première ministre, Élisabeth Borne, annonce que le gouvernement va [réexaminer](#) les projets autoroutiers. L'avenir de l'A133-A134 est donc mis en suspens. Et depuis, rien n'est acté. « *On nous a annoncé en septembre 2006 qu'on serait exproprié. On n'avait jamais été informé auparavant du projet* », précise Bruno Leroy, devant le portail de sa maison située rue du Clos Mouchel où il vit depuis 1997.

« Une maison c'est un projet de vie. Il a été suspendu il y a vingt ans »

« On est [quatre familles](#) à être concerné de manière certaine par le tracé ». En 2015, les services de l'État ont estimé leur bien. « *Il y a des terrains aux Authieux qui se sont vendus 200, 220 euros le m². Nous, on a 3 000 m² et on est bien en dessous* », relève le retraité. « *On a une vue splendide mais ça ne rentre pas dans l'estimation. Ils prennent juste en compte la surface des terrains et des maisons* », affirme sa voisine Laurence Azema.

En cas de confirmation de l'expropriation, nouvelle estimation et un prix ferme sera défini. « *Mais on défendra nos intérêts, ça finira au tribunal* », prévient Bruno Leroy. Écœuré de ne pas avoir reçu le soutien d'élus « *de tout bord. Aucun politique ne s'est occupé de*

nous ».

Pas de modifications

En attendant, les voisins expliquent que *« tout permis de construire, par exemple pour faire une véranda ou autre, nous sera refusé. Et aucun embellissement ne sera pris en charge »* dans l'indemnisation finale. Donc depuis vingt ans, *« on ne fait rien. Juste ce qu'il faut »*, relève Philippe Levillain, 80 ans et installé ici depuis 1987. Au risque de faire des investissements à perte. Ainsi, si Laurence Azema adore la déco, pas question de refaire les papiers peints.

« Quand on a refait la cuisine il y a quatre ans, on n'a pas changé les meubles, on les a juste repeints », relève Bruno Leroy. Résultat, Laurence Azema ne *« se sent pas propriétaire. On ne profite clairement pas. On est dans l'attente. On vivait ici depuis à peine huit ans quand on a su pour l'expropriation. On venait de tout rénover »*, souffle-t-elle. Un couple voisin avait lui prévu de vendre un bout de sa parcelle : un projet annulé de force.

Enfin être fixés

Ces habitants ont-ils songé à vendre leur maison ? *« On vendrait à 40 % en dessous de la valeur »*, présente Bruno Leroy. *« Et qui viendrait acheter ? En sachant que la maison va peut-être être rasée ? »*, relèvent tous les voisins.

« Une maison, c'est un projet de vie. Il a été suspendu il y a vingt ans », souffle Bruno Leroy. Le contournement *« a pourri notre vie »*, lâche Huguette Levillain. Elle fait un lien avec le cancer du sein qui lui a été diagnostiqué il y a quelques années. *« Les médecins m'ont demandé si j'avais eu un choc. Mais c'est pire que ça. Je me souviens de la sensation physique que j'ai eue lorsque l'on a appris pour l'expropriation. C'est comme si on m'avait versé un seau de glace de la tête aux pieds... »*

Vingt ans après ces habitants aimeraient enfin *« être fixés. Et*

pouvoir se projeter ».

Selon le collectif Non à l'autoroute A133-A134, « une vingtaine d'habitations et une dizaine de fermes » seraient concernées par une expropriation en cas de réalisation du contournement. Contactées les préfectures de l'Eure et de la Seine-Maritime n'ont pour l'instant pas pu nous fournir de chiffre.

Lire aussi



[Municipales 2026. Ingrid Bona vise un second mandat à Ymare](#)



[Municipales 2026. Joël Thomas candidat à Sainte-Marguerite-sur-Duclair avec « L'équipe qui vous ressemble »](#)



Près de Fécamp. Encore des travaux sur la D10 : la chaussée doit être refaite seulement quelques mois après les travaux

Ghislain Annetta

1-2 minutes

Les usagers qui empruntent régulièrement cette route ont dû être surpris en découvrant le panneau. Un message noir sur fond jaune indique en effet que la Départementale 10 sera barrée entre Limpville et le rond-point de la D 926 (route Fauville-Fécamp) à hauteur de Thétreville, les 11 et 12 mars. Ils se souviennent qu'un chantier a été réalisé sur cette même voie il y a quelques mois seulement. Visiblement, les travaux n'ont pas été bien effectués.

Une intervention sans coût pour la collectivité

Il faut refaire la chaussée comme le confirme le Département. Cette seconde intervention ne coûtera rien à la collectivité. Elle est faite *"dans le cadre de la garantie suite à une non-conformité constatée sur le revêtement mis en œuvre en 2025"*. Elle dure deux jours : une journée de rabotage et pour la pose du revêtement.

- **A lire aussi.** [Barentin. D 6015 : le radar mobile s'est déplacé](#)

SNCF. Gare de Rouen saturée, trains supprimés, électricité coupée... Le point sur la ligne Le Havre-Paris

Paris Normandie

5–6 minutes

Mercredi 11 mars 2026, un train a heurté un arbre dans le secteur de Barentin, près de Rouen. La circulation est à l'arrêt sur la ligne Le Havre-Rouen-Paris. On fait le point.



Publié: 11 Mars 2026 à 07h58 Temps de lecture: 2 min

C'est une matinée qui commence mal pour les voyageurs normands. Mercredi 11 mars 2026, vers 7h45, un train a heurté un arbre dans le secteur de Barentin, près de Rouen. On fait le point.

Un arbre est tombé sur les voies et la caténaire. Le train 850403 a percuté l'arbre ce qui a endommagé le système électrique et la caténaire. Les dégâts sont relativement importants. La rupture d'alimentation s'étend jusqu'à la gare de Rouen, ce qui explique, la forte perturbation en gare et les annonces impossibles à faire à bord.

Suite à cet incident, la circulation des trains est interrompue dans les deux sens de circulation entre Rouen et Yvetot le temps des premières vérifications de sécurité sur les voies et le 850403.

La priorité pour les équipes est d'évacuer les passagers du train

accidenté et de ramener en gare deux trains qui étaient en circulation au moment de l'incident. Une fois cette étape passée, les équipes SNCF et de bûcheronnage pourront pleinement intervenir.

Des retards à prévoir

Les équipes SNCF Réseau se rendent sur place et l'heure de reprise est actuellement estimée à 12 heures. Nos équipes se rendent sur place également.

Pour le moment, plusieurs trains sont retardés :

- Le train TER 13116 à destination de Paris Saint-Lazare est estimé avec un retard de 110 minutes.
- Le train TER 850602 est affiché avec un retard de 160 minutes. Il est à destination d'Elbeuf Saint-Aubin.
- Le train TER 3101 à destination du Havre circule pour l'instant avec un retard de 120 minutes.
- Le train TER 3104 à destination de Paris Saint-Lazare est estimé avec un retardé 150 minutes.
- Le train TER 851706 en provenance de Dieppe circule avec 15 minutes de retard.
- Le train TER 848953 en provenance d'Amiens est affiché avec un retard de 15 minutes.
- Le train TER 851710 en provenance de Dieppe est estimé avec un retard de 20 minutes.
- Le train TER 851712 en provenance de Dieppe est affiché avec 10 minutes de retard.
- Le train TER 848900 en provenance de Lille est estimé avec un retard de 30 minutes.
- Le train TER 850606 en provenance d'Yvetot est affiché avec 10 minutes de retard.

Des trains sont également supprimés :

- Le train TER 850402 entre Le Havre et Rouen (8h36) est supprimé.
- Le train TER 3103 en provenance de Paris Saint-Lazare (8h58 à la gare de Rouen).
- Le train TER 3106 en provenance du Havre.
- Le train TER 3103 à destination du Havre.
- Le train 850405 Rouen Rive Droite – Le Havre.

La liste complète des trains supprimés et retardés est à retrouver [ici](#) et [ici](#). La SNCF invite les usagers à reporter leur voyage si cela est possible.

Plus d'informations à venir...

Lire aussi



[Municipales 2026. Ingrid Bona vise un second mandat à Ymare](#)



"La gare de Rouen est saturée" : retard et suppression de trains vers Dieppe et Paris après la chute d'un arbre sur les voies

Écrit par Clémence Blanche

2-3 minutes

La SNCF prévient les passagers de la gare de Rouen : d'importants retards et suppressions de trains en direction de Dieppe et Paris sont à prévoir ce mercredi 11 mars 2026. Un arbre est tombé sur les voies vers Barentin (Seine-Maritime). L'heure de reprise est estimée à 16h.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Un train Nomad a heurté un arbre sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre, ce mercredi 11 mars 2026. L'incident a eu lieu dans le secteur de Barentin (Seine-Maritime), précise la SNCF sur son compte X.

À 7h45, la circulation des trains était interrompue dans les deux sens de circulation entre Rouen et Yvetot, le temps des premières vérifications de sécurité.

Selon l'une de nos journalistes en partance vers Paris, personne ne

peut descendre à quai et tous les trains sont arrêtés.

En pareil cas, il faut attendre que les équipes de maintenance dégagent les arbres des voies ou les tronçonnent. Mais "*La caténaire a été touchée, une intervention de nos équipes sera nécessaire sur cette dernière*", prévient la société de chemins de fer à 8h05.

La gare de Rouen est actuellement saturée à cause de l'incident en cours et l'interruption des circulations.

Les départs des trains en direction de Dieppe (qui commencent par le chiffre 851xxx) et de Paris (qui commencent par le chiffre 13xxx), figurent parmi les plus impactés.

Restez informés sur le site [Nomad Train](#), ou sur l'application ou [le site SNCF Connect](#). Vous pouvez aussi suivre l'évolution de la situation sur [X@train_nomad](#).

L'heure de reprise est estimée à 16h00, mais elle peut évoluer en fonction de l'intervention des équipes sur place.

SNCF : la circulation des trains fortement perturbée sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre dans les deux sens - ICI

Marianne Naquet

3–4 minutes

La gare est saturée ce mercredi 11 mars. © Radio France - Bradley de Souza

Publié le mercredi 11 mars 2026 à 8:39

La circulation des trains a été interrompue dans les deux sens de circulation sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre, ce mercredi 11 mars. Un train a percuté un arbre, ce qui a endommagé une caténaire et provoqué une coupure électrique.

Le trafic sur les rails est très perturbé ce mercredi 11 mars sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre : **un train a heurté un arbre dans le secteur de Barentin**. Peu après 8h, la circulation était toujours **interrompue dans les deux sens** de circulation, entre Rouen et Yvetot, le temps d'effectuer des vérifications sur les voies. L'heure de reprise est estimée à 16h. La gare de Rouen est complètement saturée. Plusieurs trains sont arrêtés en pleine voie, en raison de la coupure d'alimentation dans le secteur. À 9h, la circulation était aussi stoppée sur la ligne Rouen-Dieppe.

Cette rupture d'alimentation s'étend jusqu'en gare de Rouen, ajoute la SNCF, *"ce qui explique la perturbation en gare de Rouen, et les annonces impossibles à faire à bord"*. Elle invite les voyageurs à reporter leur trajet dans la mesure du possible. Juste avant 8h, le

trafic était **déjà perturbé après un dérangement d'installations** dans le secteur de Malaunay-Le Houltme sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre.

Pour afficher ce contenu X (anciennement Twitter), vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux**.

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

- [Trains](#)
- [SNCF](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Attention si vous prenez le train ce samedi 24 ou ce dimanche 25 janvier, avant 17h : il n'y aura pas de train direct entre Rouen et Paris. Le temps de voyage est donc considérablement allongé.

Le 23/01/2026 à 17:52

- C'est le bazar sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre ce mardi 25 novembre, après la chute d'un arbre sur une caténaire, entre Val-de-Reuil et Vernon. La circulation a été interrompue dans les deux sens, entre Rouen et Paris-Saint-Lazare pendant une partie de la

En Normandie, un bateau coule après avoir percuté un autre navire originaire de Dieppe

Mathis Helie

2-3 minutes

Dans le Calvados, un bateau a coulé au large de Port-en-Bessin après avoir percuté dans la soirée du lundi 9 mars 2026 un autre navire originaire de Dieppe.



Par Mathis Helie

Publié: 10 Mars 2026 à 15h56 Temps de lecture: 1 min

Dans la soirée du lundi 9 mars 2026, vers 21h10, deux bateaux de pêche sont entrés en collision au large de Port-en-Bessin dans le Calvados.

Un bateau a coulé

Plus de peur que de mal pour les trois marins présents sur les bateaux. Ils ont pu être secourus par un autre navire de pêche présent sur place. Avant que la SNSM puis les pompiers ne prennent le relais.

Aucune inquiétude sur leur état de santé. « *L'un des navires, le P'tit Vox de Port-en-Bessin, long de 12 mètres, touché sur le côté* » a coulé. À l'heure actuelle, il est toujours au fond de l'eau.

Immatriculé à Dieppe

Au contraire du deuxième, le Saint-Jean, immatriculé à Dieppe, « *qui n'a pas subi d'avaries importantes* » selon les informations d'[Ici Normandie](#).

Les circonstances de l'accident restent à déterminer par la Gendarmerie, en charge de l'enquête.

Lire aussi



[En Normandie, voyages annulés pour cause de guerre : « Tout le monde était en pleurs »](#)



[Violée et frappée près d'Évreux : « Je suis mal pour elle », ose l'accusé](#)

Montville. Une caserne neuve avant la fin de l'année

Julie Hervieux

2–3 minutes

Les centres d'incendie et de secours de Montville et de Malaunay vont prochainement fusionner pour ne faire qu'un sur l'ancien site industriel Legrand à Montville. 2 800 m² sont en cours de construction pour accueillir les 70 personnes (sapeurs-pompiers et membres du personnel) avant l'automne.

Un long retard encaissé

En juin 2025, une visite aux côtés de l'architecte Sébastien Gamelin était organisée en présence d'élus et des sapeurs-pompiers des deux centres. Estimé à quatre millions d'euros, le chantier était attendu à l'automne avec un emménagement courant janvier. A l'heure où nous écrivons ces lignes, le chantier est toujours en cours. Il a malheureusement subi du retard, un vol, des infiltrations et 800 m² de toiture arrachés durant [la tempête Goretti](#) en février dernier. *"Tout est reparti assez vite après la tempête. Il y a quelques petits retards mais classiques dans des chantiers de cette taille, détaille le lieutenant-colonel Eric Tirelle, chef du groupement territorial. Nous attaquons la fin de chantier avec le début des réceptions courant mars-avril".*

Un déménagement très attendu

Le centre de Malaunay compte 25 sapeurs-pompiers. Celui de Montville en compte 50. *"Le plus gros des chantiers est humain.*

Les centres de secours ont commencé à manœuvrer ensemble pour développer les compétences communes. Les deux amicales se réunissent pour préparer le futur et les prochaines équipes de garde sont déjà faites, ajoute Eric Tirelle. Nous sommes très vigilants sur le côté humain. Un centre de cette taille ne doit pas faire disparaître ce côté humain, très fort dans les deux centres".

Pour des raisons de sécurité, les Montvillais seront informés en amont du déménagement, notamment pour la circulation des véhicules au départ des deux communes.

« Tous des pourris, je voterai pour le moins pire » : quelle abstention pour les municipales au Havre ?

7-9 minutes

En 2020 lors des élections municipales du Havre, les quartiers populaires affichaient un taux d'abstention massif. En sera-t-il de même au prochain scrutin ? Témoignages.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

Article réservé aux abonnés



À Caucriauville, un bureau de vote affichait près de 80 % au premier tour des municipales de 2020. (©ML/76actu)

Par [Matéo Lhernault](#) Publié le 11 mars 2026 à 8h06

Dans un contexte pandémique, les élections municipales de 2020 affichaient **un taux d'abstention record** et [Le Havre](#) n'avait pas échappé au phénomène. Cependant, dans cette dynamique abstentionniste, les taux par quartier s'étaient révélés inégaux, les quartiers populaires de la ville haute affichant les taux d'abstention les plus élevés.

Selon [les chiffres de la Ville du Havre](#), les **deux bureaux de vote** de la salle municipale de Caucriauville affichaient des taux d'abstention à **78 %** et **70 %** au premier tour. Sur le même scrutin de 2020, au **Mont-Gaillard**, les taux de participation des **trois bureaux de vote** Pauline-Kergomard n'étaient que de **26,32 %**, **34,78 %** et **32,54 %**. Dans le même temps, les deux bureaux de vote de la mairie du Havre voyaient **54,18 %** et **48,96 %** de leurs électeurs inscrits se rendre aux urnes.

Concernant les prochaines [élections municipales des 15 et 22 mars](#), l'abstention dans les quartiers populaires devrait être moins élevée, la pandémie de Covid-19 étant derrière nous, mais d'autres éléments pourraient bien pousser les électeurs de la ville haute du Havre vers les urnes. La rédaction de *76actu* s'est rendue dans les quartiers de Caucriauville et du Mont-Gaillard recueillir leurs témoignages.

Ils votent pour la première fois

Sur leur temps de travail, nous avons croisé **deux éducateurs**, tous les deux âgés de 35 ans. Yakhouba Dramé s'est longtemps abstenu de voter, et s'il déposera son bulletin dans l'urne cette année, ce n'est pas l'enthousiasme qui le porte : « Ils laissent nos quartiers à l'**abandon**. Ils ne font pas grand-chose pour nous. On les voit faire leurs meetings parce que les élections arrivent mais je suis sûr qu'après on ne les verra plus. Ils nous prennent de haut et ne viennent nous voir que par intérêt », lâche-t-il, sans fioriture. Dégoûté, il annonce : « C'est tous des pourris et je voterai pour le moins pire. »

Même profession, même âge, même quartier. Pour Brahim Paquita, ces élections municipales marqueront la fin d'une longue période d'abstention, puisqu'il votera pour la première fois le 15 mars. Quand on lui demande les raisons de cette longue abstention, il répond : « Je n'y croyais pas, au début je ne comprenais pas, ça ne m'intéressait pas. J'ai commencé à m'intéresser quand je suis rentré dans le monde du social. J'ai voulu comprendre pourquoi on était **lésés** dans certaines parties de la ville comme dans les quartiers populaires », retrace l'éducateur.

(C'est tous des pourris. Je voterai pour le moins pire.

L'abstention, c'est surtout auprès des jeunes qu'il l'observe, métier oblige. Selon lui, c'est en impliquant les jeunes dans la vie citoyenne qu'ils prendront le chemin des urnes : « J'ai fait beaucoup de bénévolat et je me suis beaucoup intéressé par ce qu'il se passait avec les jeunes. J'ai compris qu'une fois que les candidats étaient élus, ils nous oubliaient et ce schéma s'est longtemps répété et je n'allais pas voter pour ne pas être dupe de ce jeu », raconte le trentenaire. Il conseille : « C'est notre moment, on ne doit pas attendre qu'on nous donne les choses. Il faut aller les chercher et pour ça, il faut être dans le monde politique. »

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Si Brahim Paquita va voter cette année, c'est qu'un candidat l'a convaincu : « Cette année, j'ai un candidat qui me semble tenir la route et qui est nouveau dans le paysage politique, qui a fait ses preuves dans le quartier dans le milieu associatif dans un discours bienveillant qui pousse les jeunes vers l'excellence. »

Pour Mehdi Hami aussi, croisé au Mont-Gaillard, 2026 sera **une première en tant qu'électeur**. S'il est pour l'instant sans profession à 26 ans, il se dit préoccupé par l'état de la politique

actuelle : « La situation est un peu critique. Il y a **un parti en vogue qui ne me convient pas** », évoque-t-il, le RN en tête : « En tant que français d'origine arabe, je sens une certaine hostilité depuis les événements liés à l'ICE (police de l'immigration américaine) aux États-Unis. J'entends certaines personnes qui voudraient voir la même chose en France. Ça infuse doucement. » Le 15 mars, Mehdi votera donc pour faire **barrage**.

À Caucriauville comme au Mont-Gaillard, le recul du Covid-19 n'est donc pas le seul élément qui emmènera les électeurs aux urnes. Le vote de barrage, l'envie de **faire peser la voix des quartiers populaires et un intérêt retrouvé pour la politique**, alimenté par une actualité dense, pourraient bien inciter des électeurs à se rendre aux urnes.

Des abstentionnistes convaincus

Si l'abstention devrait se faire moins forte en 2026 qu'en 2020 dans la ville haute du Havre, elle sera tout de même bien présente. Intérimaire chez Renault de 48 ans, **Nazhia Alexandre** se sent oubliée, concernant la politique internationale notamment : « Je crois que les Français ont déjà assez de problèmes à gérer. On est endettés, et pourtant on continue de fournir de l'aide aux autres pays, pour l'armement par exemple », fait-elle remarquer.

Habitante de « Caucri », comme elle appelle son quartier, depuis 25 ans et propriétaire d'une maison dans le quartier, elle ne reproche rien aux politiques locales : « Mes enfants ont grandi dans les quartiers et je n'ai rien à dire. Je me sens en sécurité et globalement la commune se bouge pour nous. » Elle reproche cependant : « Par contre **on paie cher**. Rien que sur le foncier, je paie plusieurs milliers d'euros d'impôts. C'est trop. On ne s'intéresse à nous que pour notre argent. »

Le 15 mars, Nazhia Alexandre n'ira pas voter, à moins d'une proposition de changement radicale. Ryan Eel Omnari et Clara Cousin, deux étudiants de Mont-Gaillard, tous les deux la vingtaine,

non plus. La radicalité en revanche, ils n'en veulent pas. Ryan déclare : « **Les partis ne me représentent pas** forcément. Chaque parti a des gros défauts. Il peut y avoir de bonnes idées mais je les trouve **trop dogmatiques**. »

(On ne s'intéresse à nous que pour notre argent.

Clara, elle, cherche la mesure : « Je vois de bonnes idées dans les partis de l'arc républicain, mais il n'y en a pas un auquel je m'identifie et qui me représente, et je préfère ne pas voter pour un parti qui ne me représente qu'à moitié. Et puis il y a trop de clivages. C'est soit noir soit blanc, et je ne veux pas participer à cette situation. »

Ils seront nombreux, pour cette nouvelle élection, à ne pas prendre le chemin des bureaux de vote. Dans les quartiers populaires du Havre, abstention ne signifie pas désintérêt pour la politique.

Partis trop dogmatiques, manque de représentation ou l'intérêt des citoyens mal pris en compte restent autant d'arguments en faveur des non-votants.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Différence, inclusion, vivre-ensemble célébrés en couleurs dans les rues de Dieppe, mercredi 11 mars

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

5–6 minutes

L'APEI Seine et Mer, association à la tête de nombreuses institutions d'accueil de personnes en situation de handicap, fête ses 60 ans en 2026. Et invite tous ses partenaires et le grand public à un cortège coloré et festif, ce mercredi 11 mars après-midi.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 10 Mars 2026 à 16h28 Temps de lecture: 2 min

Il y a 60 ans, rien n'existait pour accueillir et accompagner les enfants en situation de handicap. Mais des parents se sont mobilisés et ont tout inventé : [six décennies plus tard, l'APEI de la région dieppoise Seine et Mer fête comme il se doit sa riche histoire faite d'avancées sociétales et d'audace](#). Comme en témoigne son slogan « Osons rayonner ». Château-Blanc, foyer de vie, centre d'aide par le travail (actuel Esat), atelier, foyer d'accueil médicalisé... : aujourd'hui, l'APEI est incontournable.

Ce mercredi 11 mars, l'APEI Seine et Mer invite ses partenaires (établissements et services médico-sociaux, Éducation nationale, centres sociaux, associations, acteurs culturels, institutionnels et

commerçants) à fêter ses 60 ans dans une grande manifestation « *qui incarne l'esprit de l'association depuis six décennies : faire de l'inclusion une dynamique collective, partagée par l'ensemble des acteurs du territoire* ». Ce projet, « *construit avec et pour le territoire* », consistera en une déambulation géante, festive et colorée des membres de l'APEI « *pour affirmer l'inclusion dans l'espace public* », parce que « *la différence a toute sa place au cœur de la cité* ».

Une couleur par décennie et un final au cabaret !

À partir de 14 h 30 au départ de la fontaine du quai Henri-IV, chacun sera célébré en couleur selon sa décennie de naissance : rouge pour les années 60, vert pour les années 70, bleu pour les années 80, jaune pour les années 90, violet pour les années 2000, rose à partir des années 2010. « *Chaque participant est invité à porter une note colorée (accessoire, vêtement, foulard, détail vestimentaire...) afin de contribuer à cette fresque vivante et collective.* » La mascotte des 60 ans, concoctée par la Maison Jacques-Prévert, accompagnera le défilé. La Mission locale, Oxygène, les Résidences de personnes âgées, la Maison des ados entre autres ont créé des porte-clés qui seront distribués par les commerçants dieppois.

Au terme du cortège en ville, le « *point d'orgue* » aura lieu [au cabaret la Sirène à barbe](#), où dès 16 h un défilé inclusif retraçant les décennies de 1960 à nos jours se tiendra, en musique et dans une ambiance résolument festive. De quoi mettre en lumière l'évolution des regards, des droits et des engagements en faveur de l'égalité.

Lire aussi



TEMOIGNAGE. "C'était presque un rêve pour moi" : pour quitter son mari violent Lise a pu compter sur l'hébergement citoyen

Écrit par Marie Lorillec

7-8 minutes

Publié le 11/03/2026 à 06h30

Temps de lecture : 6 min

Lise a subi des violences de la part de son mari durant de longues années. Par hasard, sur Instagram, elle découvre l'association "Un abri qui sauve des vies" et son principe d'hébergement citoyen. Aujourd'hui, elle panse ses blessures dans son appartement et réalise le chemin parcouru.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Lise* ne sait plus très bien en quelle année elle a fui son mari pour la première fois. Elle avait tenté de partir, s'était réfugiée chez une amie, mais ça n'avait pas fonctionné.

Elle avait dû rentrer. *"Je me suis dit qu'en attendant, je resterai dans mon coin"* explique-t-elle. *"Mais je savais que j'allais*

recommencer, se rappelle Lise. J'ai continué à chercher des moyens de m'en sortir."

Les obstacles étaient nombreux. Elle ne pouvait pas partir sans son animal. Les foyers n'étaient donc pas une solution pour elle. Ses amis vivaient en couple, sans chambre disponible. Trouver un logement n'était pas simple

"J'ai beaucoup réfléchi avant. Parce qu'il faut se préparer pour partir. On ne prend pas son sac du jour au lendemain".

Comme Lise, [17% des femmes victimes de violence ont besoin d'un hébergement temporaire](#). Elles ne peuvent se tourner ni vers de la famille ni vers des amis proches.

C'est en scrollant sur les réseaux sociaux que Lise tombe sur une publication d'Un [abri qui sauve des vies](#). L'association mobilise des bénévoles prêts à [accueillir chez eux des personnes en danger](#), avant de retrouver un logement stable.

"J'ai dit : ah tiens, ça m'intéresse. J'ai cliqué. Je me suis dit que ça pouvait être utile si j'essayais de partir à nouveau", se souvient Lise.

Un jour, elle envoie un message à l'association. Quelqu'un la rappelle. Elle explique sa situation, qu'elle a un animal, et qu'elle ne partira pas sans lui.

Assez rapidement, une famille d'accueil lui est proposée dans le Calvados, pas trop loin de son travail, dans un endroit qu'elle connaît. *"Ça m'a rassurée",* dit-elle.

Les violences que Lise a subies n'étaient pas physiques. Son mari ne l'a jamais frappée mais il la menaçait, lui montrait ses poings. Il l'insultait, la dénigrait en permanence, lui imposait ses choix, la surveillait. Elle ne savait jamais à quel moment tout pouvait basculer.

Lise insiste sur ce point : [la violence ne se réduit pas aux coups](#). Les violences psychologiques sont tout aussi destructrices et bien plus difficiles à prouver.

Les violences invisibles, c'est le plus dur. On ne peut pas les montrer. Personne ne va vous croire parce qu'ils ne voient pas.

À l'extérieur de la maison, son mari était perçu comme un homme parfait, attentionné, agréable. La porte fermée, c'était une autre réalité.

"Je me suis dit, s'il ne le fait pas, peut-être que c'est moi qui vais mettre fin à ma vie, parce que je ne la supporte plus. Donc à un moment donné, il a fallu que je fasse mon choix." Peu à peu, elle trouve la force de s'en aller.

Lise trouve une location d'appartement. Mais elle ne peut pas se résoudre à vivre encore trois longues semaines auprès de son agresseur.

Alors elle repense à *Un abri qui sauve des vies*. L'association lui propose un hébergement citoyen pour une semaine. La famille tient ensuite à ce qu'elle reste jusqu'à son emménagement dans son logement définitif.

La famille qui la reçoit est très respectueuse de sa situation. Elle garde une certaine distance mais est disponible si besoin. Un soir, alors que le mari de Lise essaye de la contacter par téléphone, le père de famille la voit bouleversée. *"Il m'a dit : tu n'es pas obligée de me raconter, mais on est là pour toi. J'ai énormément apprécié qu'il soit là pour me soutenir"*, dit-elle.

Ce calme dans une maison, cette atmosphère familiale tranquille, c'était quelque chose qu'elle avait presque oublié.

Pendant des années, elle a vécu au milieu d'un flot de reproches et de tension permanente. *"Je marchais sur des œufs. Il changeait d'attitude sans arrêt"*.

"Être dans un environnement où je n'entendais pas des portes qui claquent, pas d'insultes... juste une vie tranquille, ça faisait un peu bizarre" se souvient Lise, en ajoutant avec le recul actuel, *"c'est fou quand même"*. Un lit et de la tranquillité, *"c'était presque un rêve pour moi."*

Quitter un environnement hostile n'est pas qu'une épreuve intime et personnelle. C'est aussi se heurter à des logiques administratives qui ne sont pas adaptées à des situations de violences conjugales.

Pour trouver un appartement, les agences immobilières lui demandent une attestation d'hébergement, à fournir par son mari, propriétaire officiel du logement. Impossible, évidemment. *"Je n'allais pas lui dire que je cherchais un appartement pour partir."*

Elle a finalement trouvé une agence compréhensive, pu récupérer d'anciennes quittances de loyer, obtenir une attestation de son ancien propriétaire. Mais le parcours a été semé d'embûches.

Aujourd'hui, Lise est en train de divorcer. Cela prend du temps. La procédure est évidemment conflictuelle. Son mari ne comprend toujours pas que le terme de violences conjugales s'applique à leur relation passée, car il ne l'a jamais frappée.

Pourtant, les violences conjugales, [les violences psychologiques, même sans trace physique, sont reconnues par la loi.](#)

Quelques années après son départ du domicile conjugal, Lise va mieux. Elle a son propre appartement. Elle a gardé le contact avec la famille qui l'a accueillie, en envoyant des nouvelles par message et des photos à Noël.

"Je n'avais rien à perdre, j'avais tout perdu déjà. Donc il me restait un tout petit espoir. Je me suis dit : tente, on verra." Son second départ a été le bon.

Mais sa guérison prend du temps. *"J'ai perdu beaucoup de confiance en moi. Ça a impacté mon travail, ma vie privée."*

La vie de Lise s'apaise peu à peu. *"Je n'ai plus besoin de demander avant de faire quoi que ce soit. Je peux même choisir ma chaîne de télé.... Je peux faire des choses par moi-même sans avoir quelqu'un derrière mon dos pour me juger. C'est un grand changement"* dit-elle.

[son prénom a été modifié pour garantir son anonymat]*

*Le 3919, Violences Femmes Info est disponible 24h/24,
gratuitement et anonymement.*

« Nous sommes le plus gros centre du département » : à Bolbec, un centre des routes modernisé

Coline Poirer-Mellier

5–6 minutes

Inauguré vendredi 6 mars 2026, le centre d'exploitation des routes de Bolbec a été agrandi et modernisé pour fusionner avec les équipes auparavant basées à Lillebonne.



Publié: 10 Mars 2026 à 18h34 Temps de lecture: 1 min

À quelques mètres de la D6015, les camions d'intervention sont prêts à partir. C'est ici, à l'entrée de Bolbec, que le Département de la Seine-Maritime a inauguré vendredi 6 mars 2026 l'extension du centre d'exploitation des routes.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« C'est un bel outil, en entrée de ville avec un accès direct à la D6015. Ici, on coche toutes les cases », se félicite le maire de Bolbec, Christophe Doré.

Aux côtés de l'élu, Bertrand Bellanger, président du Département, Dominique Métot, conseiller départemental du canton de Bolbec et Alain Bazille, vice-président chargé des infrastructures, ont officiellement inauguré ce site modernisé. L'objectif : regrouper les équipes et améliorer la réactivité des interventions sur le réseau

routier.

Le plus grand centre du département

Le site compte 16 agents, ce qui en fait aujourd'hui le plus important centre d'exploitation des routes du département. « *Nous sommes le plus gros centre de Seine-Maritime* », souligne Franck Levasseur, chef de centre.

L'extension a été conçue pour accueillir les agents et les activités du centre de Lillebonne, devenu vétuste et difficile d'accès. Situé en pleine zone urbaine, il compliquait notamment les sorties rapides vers les axes départementaux, un handicap lors des interventions urgentes.

Le nouveau site comprend désormais plusieurs espaces : bureaux administratifs, salle de vie pour les équipes, garage, atelier et zones de stockage pour le matériel. À l'extérieur, des silos et espaces de stockage permettent de gérer les matériaux utilisés pour l'entretien des routes.

315 tonnes de sel chaque hiver

Le centre joue un rôle essentiel pour la sécurité des routes du secteur. « *En période hivernale, nous utilisons jusqu'à 315 tonnes de sel chaque année* », détaille Franck Levasseur. Déneigement, salage, surveillance du réseau... les équipes sont particulièrement mobilisées l'hiver. Mais leurs missions s'étendent toute l'année.

« *Dès le mois d'avril, nous reprenons le fauchage des accotements et la sécurisation des carrefours* », précise le chef de centre.

Un investissement de 2,8 millions d'euros

Le projet de réhabilitation et d'extension avait été validé par le Département en mars 2020, dans le cadre d'une réorganisation plus large des centres d'exploitation.

L'opération représente 2,8 millions d'euros d'investissement, hors

achat du foncier. Les travaux ont débuté en mars 2023 et se sont achevés au printemps 2024, avant une mise en service à l'automne.

À l'échelle de la Seine-Maritime, la direction des routes dispose d'un budget annuel de 75 millions d'euros pour entretenir 5 800 kilomètres de routes départementales, hors Métropole de Rouen, ainsi que près de 1 000 ouvrages d'art.

Lire aussi



[Gruchet-le-Valasse. À l'hypermarché, un drive bientôt agrandi](#)



[Bolbec/Lillebonne : jeunesse et sports au cœur des municipales](#)



Pourquoi des tracts du Rassemblement national se sont retrouvés dans le magazine de la Métropole Rouen Normandie ?

Écrit par Léna Thobie-Gorce

3-4 minutes

Des Rouennais ont reçu dans leur boîte aux lettres le magazine de la Métropole Rouen Normandie avec à l'intérieur, la profession de foi du Rassemblement national pour les élections municipales. Une découverte qui en a interrogé plus d'un. Mais pourquoi les deux documents ont-ils été mélangés ?

[Élections municipales 2026](#)

En fin de semaine dernière, des habitants de différents quartiers de Rouen rive droite ont reçu dans leur boîte aux lettres *Le Mag*, le magazine de la Métropole Rouen Normandie. Mais surprise, glissée entre les pages, ils ont aussi découvert la profession de foi du candidat du Rassemblement national aux élections municipales, Grégoire Houdan.

[La profession de foi du candidat Grégoire Houdan \(Rassemblement National\) aux élections municipales s'est glissée dans le magazine de la métropole de Rouen. • © Manon Loubet / France Télévisions](#)

Parmi ces Rouennais, une habitante du quartier de la préfecture s'est dite très surprise : *"J'ai été étonné de retrouver le tract du candidat RN dans le Mag. Je me suis dit : ce n'est pas possible, une personne l'a forcément glissé à l'intérieur."*

Contactée, la Métropole Rouen Normandie nous a confirmé qu'un

"document de propagande électorale a été inséré dans le Mag, le magazine de la Métropole Rouen Normandie, lors de sa distribution dans certains quartiers de la ville de Rouen."

À partir du moment où la Métropole a eu connaissance de l'incident, celle-ci a tout de suite contacté La Poste, en charge de la distribution du magazine sur Rouen. D'après les premiers éléments fournis par La Poste :

Il s'agirait d'une initiative malheureuse de plusieurs facteurs, qui ont regroupé ces deux documents pour faciliter leur tournée.

Métropole Rouen Normandie

"Nous comprenons parfaitement l'étonnement voire l'émotion que cette situation a pu susciter. Nous tenons à rappeler que la Métropole respecte strictement le principe de neutralité du service public", a également indiqué la Métropole.

Sur le réseau social Instagram, un Rouennais s'est dit très étonné de cette découverte, se demandant s'il ne s'agissait pas d'une manœuvre du candidat du Rassemblement national, Grégoire Houdan.

Interrogée, la tête de liste RN et UDR, Grégoire Houdan, dit également avoir eu vent de cette bizarrerie. Il explique néanmoins que ses équipes ne sont pas à l'origine de celle-ci. *"Nous ne faisons pas de distributions à la main, ce document a été adressé en publipostage par La Poste dans les 80 000 boîtes aux lettres de la ville",* explique-t-il.

Nous n'aurions eu aucun intérêt politique à glisser nos tracts dans le magazine de la Métropole.

Grégoire Houdan, tête de liste RN et UDR à Rouen

Enfin, la Métropole Rouen Normandie a demandé à La Poste *"de sensibiliser ses collaborateurs afin que cet incident ne se renouvelle pas."*

Grève et AG : les dockers du port de Rouen mobilisés tous les lundis jusqu'à ce que les choses changent

4–5 minutes

Les dockers du port de Rouen ont enchaîné assemblée générale et grève devant la direction du port de Rouen ce lundi 9 mars, et recommenceront toutes les semaines. Précisions.

Sur le même thème

[Dockers](#)

[Manifestations](#)

[Port de Rouen](#)



Les dockers de Rouen se sont réunis lundi, et vont recommencer toutes les semaines pour tenter de faire bouger les choses.

(©Pierre Boiteau / 76actu)

Leur mobilisation ne fait que commencer. Ce lundi 9 mars, les dockers ont manifesté quai Boisguilbert, devant la direction du [Port de Rouen](#). Leurs revendications tournent autour d'**un seul mot d'ordre : l'emploi**.

« On sera là tous les lundis »

« On réclame des emplois qui nous ont été spoliés depuis 1992, explique **Yann Mallet**, syndicaliste CGT au Syndicat des ouvriers dockers et assimilés du port de Rouen. Plein de postes sont aujourd'hui gérés par d'autres conventions collectives depuis la réforme portuaire, et on les revendique. »

1992, année de bascule

1992, c'est l'année où une réforme a mis fin au statut d'intermittence des dockers, mise en place après la Seconde guerre mondiale. Titulaires d'une "carte G", les dockers bénéficiaient ainsi d'indemnités compensant l'irrégularité de l'emploi en périodes creuses. Depuis 1992, ils sont repassés au régime de droit commun, sauf pour ceux qui bénéficiaient de l'intermittence et qui ont souhaité la conserver.

Le préavis de grève avait été déposé en novembre dernier. « On avait laissé trois mois pour discuter. Aujourd'hui il n'y a plus d'activité, on sait qu'on arrive un peu tard, et que ça va être compliqué, mais on ne lâchera pas. **On sera là tous les lundis**, tant que ça ne sera pas réglé », assure Yann Mallet.

Devant la direction du port, des assemblées générales seront donc prévues tous les lundis matins, comme ce 9 mars, où **70 dockers environ se sont réunis**, d'après Yann Mallet. « On avait déjà fait une AG sans grève, là c'est la première fois qu'on passe à l'arrêt de travail », précise le syndicaliste. Deux heures d'AG ont ainsi été suivies par deux heures d'arrêt de travail.

On fera peut-être plus long la semaine prochaine, peut-être plus

court. Et si ça ne suffit pas, le mois prochain on passera à des journées complètes.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Une réunion serait prévue ce jeudi 12 mars avec la direction du port, qui n'a pas répondu à nos sollicitations à l'heure de publier cet article. L'opportunité pour Yann Mallet et les dockers d'espérer une première victoire. « Si certains points avancent, on passera au dossier suivant, en se mobilisant chez les industriels, les céréaliers... On revendique d'être partout », assume Yann Mallet.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Ainsi, une partie des emplois « de bord à quai » (quand le navire est amarré le long d'un quai, NDLR) sont assurés par les céréaliers et industriels, pour la conduite des grues, les portiques, le chargement-déchargement... « Ça aurait dû être nous, en priorité », regrette Yann Mallet.

Un message qu'il portera, avec ses confrères dockers, lundi prochain, et le suivant, et celui d'après. Jusqu'à ce que résultat s'ensuive.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« 7760 litres d'essence volés » près de Dieppe : la technique de l'aimant devant la justice

Franck Weber

5–6 minutes

Interpellé avec des bidons et du matériel suspect, un homme de 25 ans a reconnu des vols de carburant commis dans des stations-service, notamment près de Dieppe. Il utilisait une méthode frauduleuse aux pompes.



Publié: 11 Mars 2026 à 06h30 Temps de lecture: 3 min

L'intuition des gendarmes était la bonne. En contrôlant cette camionnette près de Dieppe, ils sentent d'abord une forte odeur d'essence et découvrent dans la foulée plusieurs bidons ne contenant pas moins de 45 litres de gasoil, entreposés à proximité de sept jerricans de 35 litres, vides, mais également des tuyaux et des outils. Et, pour couronner le tout : 775 € en liquide dissimulés dans l'habitacle du véhicule utilitaire.

Le conducteur de la camionnette, un jeune homme âgé de 25 ans, comparait devant la chambre correctionnelle du [tribunal judiciaire](#) de Dieppe, mardi 10 mars 2026, pour une série de vols de carburants dans la région dieppoise, mais aussi bien au-delà, dans la Somme, le Calvados ou encore l'Ille-et-Vilaine. Des vols commis selon une technique bien particulière, celle de l'aimant, sur laquelle le tribunal ne s'est pas vraiment attardé, mais pour laquelle

il faut être deux : de chaque côté de pompes jumelles, l'un enclenchant une pompe avec une carte bancaire, et de l'autre côté le complice active l'aimant et peut se servir autant qu'il veut.

« Ma mission, c'était d'utiliser ma carte bleue pour activer la pompe »

Le prévenu

À la barre du tribunal, les explications du jeune homme, qui fait profil bas, sont d'abord confuses : « *Ma mission, c'était d'utiliser ma carte bleue pour activer la pompe, et après je devais partir.* » Les enquêteurs ont ainsi découvert en épluchant son compte bancaire qu'il utilisait sa carte bleue à la pompe pour de toutes petites sommes : 4 € ici, 6 € là... Mais le montant du préjudice pouvait, lui, être astronomique, comme dans ce garage des Grandes-Ventes où 7760 litres de gasoil ont disparu en deux mois des cuves, pour un montant d'un peu plus de 15 000 €, entre juillet et août 2023.

Des ventes à la sauvette

« *C'était une période compliquée pour moi, on allait avoir un petit* », explique celui qui est déjà papa de trois enfants âgés de 9 mois, 3 et 5 ans, et vit avec le RSA. Dans la foulée des vols, les enquêteurs apprennent que des ventes sauvages de carburants sont organisées sur le parking du collège Alexandre-Dumas de Neuville-lès-Dieppe durant l'été. Deux véhicules dans lesquels semblent opérer les vendeurs sont repérés, ils appartiennent à l'épouse et à la belle-mère du jeune homme.

Du bout des lèvres, il finit par reconnaître, en partie, les faits devant les juges. « *Je regrette* », dit-il. La procureure de la république réclame une peine de 15 mois de prison avec sursis. Son avocate se félicite, elle, que son client comparaisse « *la boule au ventre, cela signifie qu'il redoute la justice* ». Laquelle le condamne finalement à 11 mois de prison avec sursis.

Lire aussi



L'apprenti et le livreur à vélo contestent leur OQTF devant le tribunal de Rouen

Benoît MARIN-CURTOUD

4–5 minutes

Environ soixante manifestants, des audiences où le préfet n'était pas représenté : mardi 10 mars deux jeunes hommes ont contesté avec de nombreux soutiens associatifs et syndicaux leur OQTF à Rouen.



Publié: 10 Mars 2026 à 18h10 Temps de lecture: 2 min

Chaque semaine ce sont environ une centaine de personnes qui contestent devant le [tribunal administratif](#) de Rouen leur OQTF (obligation de quitter le territoire français) et parfois les audiences sont plus suivies que d'autres, comme celle du mardi 10 mars 2026 quand environ 60 soutiens (venus de la CGT, de Médecins du monde, de la France insoumise, d'associations diverses) ont silencieusement accompagné la cause de deux jeunes hommes que l'État français voudrait bien voir quitter le territoire.

Premier cas, celui de Ulriche T., 19 ans, Camerounais installé en France depuis quelques années, placé par l'aide sociale à l'enfance en 2023 et qui a essuyé un refus de titre de séjour et une OQTF. « *On ne comprend pas la préfecture* », dit en substance Me Leroy pour le défendre. « *Elle a commencé par contester l'authenticité de l'acte de naissance, on lui a fourni des attestations*

et désormais elle change de motif, dit qu'il n'a aucune preuve d'insertion. »

Le représentant des livreurs à vélo sommé de repartir en Guinée

L'avocate qui a mis à son dossier les notes du CAP plomberie – un métier en tension – du jeune homme (14 sur 20), se tourne vers le public et lance : *« l'audience aujourd'hui prouve au contraire son insertion. »*

Autre cas, celui de Mohamed S., livreur à vélo guinéen (qui a cofondé l'association de soutien et d'accompagnement des livreurs de [Rouen](#)), fortement soutenu par la CGT et Médecins du monde, qui à la suite d'un contrôle s'est vu notifier une OQTF en avril 2025. *« Il est entré en France en 2020, n'a plus de famille en Guinée : pour travailler, il s'est déclaré autoentrepreneur. La préfecture a commis une erreur manifeste d'appréciation »*, jauge en défense Me Verilhac.

Mais le président du tribunal le souligne : le jeune homme n'a jamais déposé de demande de titre de séjour jusqu'à présent.

Le délibéré portant sur ces deux affaires sera rendu le 7 avril.

Lire aussi



[Municipales 2026. Ingrid Bona vise un second mandat à Ymare](#)

Pays de Caux. Affiche électorale dégradée et attaque personnelle dans cette commune de 260 habitants : une plainte déposée

Anaëlle Dessole

~2 minutes

"Ça fait plus de 20 ans qu'on habite ici. Ça fait 12 ans qu'on est bénévole. C'est déstabilisant", introduit Stéphane Hautot, adjoint au maire et candidat pour les élections municipales.

"Non à la famille Hautot, non à la dictature du Petit Théâtre", est-il écrit

L'homme a découvert, lundi 9 mars au matin, que son affiche de campagne avait été recouverte d'un morceau de papier peint sur lequel il était écrit *"Non à la famille Hautot, non à la dictature du Petit Théâtre"*. Le morceau de papier a été retiré à 8 heures, la colle était encore fraîche. *"On ne fait pas ça pour la reconnaissance, on fait ça pour le village"*, poursuit-il, affecté. Il qualifie cet acte de *"ridicule et méchant, pour ma famille. Les enfants n'ont rien à voir dans tout ça. J'étais en colère, peiné. Je me suis excusé auprès de mon entourage, je ne voulais pas les entraîner là-dedans"*. Stéphane Hautot a gardé le papier chez lui, une plainte a été déposée en gendarmerie. *"Parce que c'est marqué non à la famille Hautot, non à la dictature du Petit Théâtre. C'est une attaque personnelle. Qu'on s'en prenne à moi pas de problème. Qu'on s'en prenne à ma famille, je ne suis pas du tout d'accord. Ça va trop loin"*.

Deux listes sont candidates pour les élections au Hanouard, petite commune de la vallée de la Durdent d'à peine 260 habitants. Celle de Stéphane Hautot, donc, et celle menée par Isabelle Lavenu, avec le maire sortant Jacques Leballeur.

Lycée François-1er au Havre : pourquoi enseignants, élèves et parents protestent

Nicolas Le Jean

5-7 minutes

Des profs, élèves et parents d'élèves du lycée François-1er, au Havre, se sont rassemblés mardi 10 mars 2026 pour dénoncer la baisse de la dotation horaire globale. Ils redoutent des suppressions de postes et des classes surchargées à la rentrée prochaine.



Des enseignants, élèves et parents d'élèves du lycée François-1er au Havre se sont rassemblés mardi 10 mars 2026 pour protester contre les moyens attribués à l'établissement pour la prochaine rentrée. - Nicolas Le Jean/Paris Normandie



La grogne monte dans les lycées havrais. Après des enseignants du lycée Schuman-Perret [début mars 2026](#), des profs, élèves et parents du lycée [François-1er](#) (secteur Coty) protestent contre les moyens attribués à cet établissement d'environ 1 200 élèves. Mardi 10 mars 2026 à midi, une quarantaine d'entre eux s'est rassemblée devant le lycée pour protester contre la dotation horaire globale (DHG). À savoir le nombre d'heures d'enseignement que le rectorat attribue à cet établissement pour la prochaine rentrée, l'enveloppe horaire déterminant notamment le nombre de classes ouvertes.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« L'an passé, la DHG pour cette année scolaire aboutissait à 99 heures en moins et la suppression de deux classes et d'un poste d'enseignement. Nous avons refusé, mais ça nous a été imposé. En juin 2025, le taux de passage en classe de première n'ayant pas été celui envisagé, le rectorat a supprimé une classe de plus (NDLR, en tout une classe de seconde, de première et de Terminale en 2025-2026). Pour la prochaine rentrée, la DHG enlève 33 heures et deux postes, alors que le nombre de classes et d'élèves reste identique. Un autre poste serait menacé l'année suivante », détaille Ludovic Kubezyk, prof d'histoire-géo.

« Des classes surchargées, moins d'accompagnement, des élèves poussés hors du lycée. »

Conséquences : *« Des classes surchargées, moins d'accompagnement pour les élèves, des élèves poussés hors du lycée [car contraints de quitter la voie générale, NDLR] »,* selon le tract cosigné par des représentants de professeurs, de personnels, d'élèves et de parents élus au conseil d'administration. *« Avec des classes surchargées de 35-36 élèves, on pourra moins aider les lycéens de seconde. Certains, en difficulté, seront donc contraints de partir en filière technologique, avec un sentiment d'échec. Ces élèves partis, on aura encore des postes en moins »,* illustre Arielle Frémin, prof d'anglais. *« Avec des classes surchargées, on*

dégrade le service public au profit de structures privées. Les parents aisés auront les moyens de payer des cours à leurs enfants qui en auraient besoin. C'est la disparition de l'idéal républicain d'égalité », s'insurge pour sa part Marilyne Laguette, prof de physique en classe préparatoire.

Le député PCF et candidat à la mairie du Havre Jean-Paul Lecoq était présent avec sa suppléante Nathalie Nail. « *C'est une réaction saine face à des suppressions de postes envisagées par la direction sur commande de l'académie, et face à l'augmentation des effectifs dans les classes. Dès qu'on dépasse les 30 élèves, la qualité d'enseignement est moindre* », a notamment déclaré l'élu à *Le Havre Paris Normandie*.

Vers une audience au rectorat ?

Profs, élèves et parents réclament « *le maintien des postes d'enseignants, des effectifs raisonnables par classe, des moyens nécessaires pour la réussite de tous les élèves et plus d'encadrants pour la vie scolaire* », énumère leur tract. Ils vont demander une audience au rectorat.

Sollicité par *Le Havre Paris Normandie*, le rectorat n'avait pas encore répondu à nos questions au moment de la diffusion de cet article.

Lire aussi

[Tribune : le cri d'alarme de sept présidents de clubs de football, dont celui du HAC](#)

[En Normandie, voyages annulés pour cause de guerre : « Tout le monde était en pleurs »](#)

[Un Trafic « intelligent » pour Sandouville, mouvement au lycée François-1er... Le point actu à 20h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Suppression de postes dans l'Éducation : une manifestation devant le lycée François 1er au Havre - ICI

Amélie Bonté

4–6 minutes

Des enseignants et une poignée de lycéens se sont réunis devant le lycée François 1er au Havre mardi 10 mars. © Radio France - Amélie Bonté

Publié le mardi 10 mars 2026 à 18:25

Mardi 10 mars, enseignants et quelques lycéens du lycée François 1er au Havre ont manifesté devant leur établissement pour protester contre les suppressions de postes annoncées par le rectorat. Trois postes d'enseignants vont disparaître à la rentrée 2026 dans ce lycée de 1.300 élèves.

Enseignants et lycéens sont mobilisés contre les suppressions de postes dans l'Éducation Nationale, annoncées fin janvier par le ministère. À la rentrée prochaine, il devrait y avoir 2.200 suppressions de postes dans le primaire et 1.800 dans le secondaire partout en France. [Le syndicat Force ouvrière a été reçu mardi 10 mars](#) au ministère de l'Éducation nationale. Le syndicat a fait venir à Paris des délégations de vingt-cinq départements, les plus touchés par ces suppressions (académies de Lille, Rennes, Normandie, Bordeaux et Paris). La Normandie en fait partie avec 272 postes supprimés dans l'académie à la rentrée prochaine. Dans ce contexte, **au Havre, une vingtaine de professeurs et une poignée de lycéens ont manifesté** devant les grilles du **lycée public François 1er**.

"35 par classe, parfois c'est un zoo!"

À la sortie des cours à midi, Riad, élève de seconde, n'a pas hésité à brandir une pancarte aux côtés de certains professeurs : *"Le futur de nos élèves, c'est pas négociable. Déjà au collège on était vingt-cinq, il y avait beaucoup de bruit et on avait du mal à se concentrer. Là on est trente-cinq par classe, c'est trop. Parfois c'est un zoo."*

Gabin Malandain est en terminale et membre du conseil d'administration du lycée. Un conseil d'administration a voté contre toutes les mesures d'économie depuis un an : **"Nous sommes complètement négligés par le rectorat comme par l'administration éducative, nos votes ne comptent pas et les mesures sont quand même appliquées."**

*"Quand on est en classe et que l'on veut participer, il y a le regard des autres, on sait qu'à l'adolescence c'est compliqué le regard des autres. Donc **plus on est nombreux par classe, plus c'est compliqué de participer**, de poser des questions au professeur et donc forcément des difficultés qui s'accroissent."*

Des **difficultés partagées évidemment par les enseignants** comme Mélanie Darcos, professeur d'anglais : *"C'est l'avenir de nos enfants ! On a des enfants qui, dans un monde de plus en plus compliqué, de plus en plus difficile à aborder, sont lâchés dans la nature. Trente-cinq par classe ! On est dans un établissement avec beaucoup de spécialités, c'est quand même LE très bel établissement du Havre avec des possibilités et une ouverture culturelle et à côté de ça **on nous coupe tous nos moyens de faire notre travail correctement.**"*

L'an passé **trois classes ont été supprimées** au Lycée François 1er, le plus grand lycée du Havre en nombre d'élèves (1.300) pour la filière générale.

- [Lycéens](#)
- [Éducation nationale](#)
- [Enseignants](#)

Les étudiants en musicologie "trahis" et "abandonnés" : à Rouen, ils montent au créneau contre la suppression de leur master

Écrit par Mélisande Queinnec

7-9 minutes

Une cinquantaine d'étudiants a manifesté à l'université de Rouen, le 5 mars, pour dénoncer la suppression annoncée du master d'éducation musicale et chant choral. Une délégation a pu rencontrer le président de l'université, sans parvenir à infléchir sa décision. En septembre prochain, huit étudiants seront dans l'incapacité de poursuivre leurs études. La mobilisation se poursuit ainsi, ce mardi 10 mars 2026.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

"La mobilisation s'est bien passée, on a réussi à réunir pas mal d'étudiants, non seulement en musicologie mais aussi dans d'autres départements, au moins une cinquantaine". Étudiante en troisième année de licence de musicologie et déléguée de sa promotion, Chloé Tariket espérait cependant davantage de cette

manifestation organisée jeudi dernier sur le campus de Mont-Saint-Aignan. Car elle a le sentiment que les étudiants n'ont pas été entendus.

Ces derniers ont protesté contre la suppression du master d'éducation musicale et chant choral, une formation qui permet notamment de préparer le CAPES d'éducation musicale. Ils ont tenté d'alerter sur les conséquences de cette décision pour leur avenir universitaire et professionnel et se sont ainsi rapprochés de plusieurs organisations étudiantes et syndicales pour structurer le mouvement - la FEDER (Fédération des étudiants rouennais), l'Union étudiante, la CGT et le FSU.

Les étudiants ont également lancé [une pétition en ligne](#). À ce jour, 1 600 personnes ont signé ce pamphlet pour la défense de la formation à l'enseignement musical en Normandie. "*Rouen est la seule ville normande qui a un département musicologie*", rappelle Chloé Tariket. La disparition du master "*effacerait*" la région de la sphère musicale française : plus aucun étudiant ne pourrait préparer le CAPES d'éducation musicale en Normandie, concours indispensable pour devenir professeur dans l'enseignement secondaire.

Suite à une réforme nationale, tous les Master MEEF (enseignement) ont été supprimés en France. Un master M2E a été mis en place pour le remplacer. Cependant, la présidence de l'Université de Rouen Normandie a voté le 30 janvier 2026 contre l'ouverture d'un M2E d'éducation musicale et de chant choral qui aurait remplacé le MEEF, laissant les étudiant.e.s de musicologie sans possibilité de poursuivre leur formation dans l'enseignement musical en Normandie. Il est absurde de supprimer une telle formation de notre région

Pétition en ligne lancée par les étudiants en musicologie de l'Université de Rouen

[Les étudiants ont lancé une pétition en ligne.](#) • © Isaline Boisroux

D'autre part, Chloé Tariket évoque aussi... une question de

principes. Huit étudiants souhaitent passer ce CAPES et entrer dans ce master. *"Ils éprouvent un sentiment de trahison, d'abandon. Ils ont commencé leurs études ici avec une promesse de poursuite viable... Parmi ceux qui se retrouvent sans master, une partie va être obligée de changer d'académie, et une autre, qui n'en a pas les moyens, va devoir arrêter les études et trouver un travail."*

Contacté, le président de l'Université de Rouen, Franck Le Derf, n'a pas souhaité répondre à nos sollicitations. Il a cependant réagi par voie de communiqué, ce lundi 9 mars. Il précise que *"le concours de recrutement des enseignants est positionné à bac +3, alors qu'il se situait auparavant à bac +5". "Compte tenu des effectifs actuels des étudiants dans le master 1 MEEF éducation musicale à l'université de Rouen Normandie (2 inscrits), du faible nombre d'étudiants en Licence 3 musicologie inscrits au concours 2026 (4 inscrits), l'URN a choisi de ne pas ouvrir le parcours M2E Éducation musicale en 2026"*.

Pourtant, pour Chloé Tariket, le manque d'effectifs dont souffre le master éducation musicale et chant choral ne constitue pas, en réalité, un argument viable. Elle penche pour une décision motivée par les coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur (les [finances de l'Université de Rouen](#) sont en effet dans le rouge).

"Dans les autres académies, les masters éducation musicale et chant choral acceptent entre 7 et 15 étudiants. Donc 8, ça ne paraît pas ridicule", proteste l'étudiante.

Lorsque nos professeurs ont tenté de rentrer en contact avec la présidence, on leur a dit que la décision était ministérielle, donc irrévocable. Or, nous, les étudiants, avons découvert que la décision avait été évoquée lors d'un conseil d'administration par la fac. Le directeur a confirmé que c'était sa décision.

Chloé Tariket, étudiante et déléguée de L3 Musicologie à l'Université de Rouen

L'université, elle, précise que *"les étudiants de L3 musicologie*

lauréats au concours 2026 auront bien une affection en master M2E mais hors Normandie", et que la licence musicologie et le master musicologie et métiers de la musique "ne sont pas concernés par cette réforme et restent pleinement ouverts". C'est donc bien l'enseignement pur de la musique dans la région qui va pâtir de cette fermeture annoncée.

Lors de la mobilisation du 5 mars, une délégation d'étudiants a finalement été reçue par le président de l'Université de Rouen Normandie, Franck Le Derf. Une rencontre obtenue au dernier moment qui, selon Chloé Tariket, n'a pas permis de faire avancer le dossier. *"Cet entretien ne s'est pas très bien passé. Il nous a tutoyés, il ne s'adressait pas à nous correctement, me coupant la parole à chacune de mes interventions, jusqu'à ce qu'un de mes camarades le rappelle à l'ordre"*, affirme l'étudiante.

[La mobilisation du 5 mars n'a pas permis de faire avancer les choses, selon les étudiants. • © Isaline Boisroux](#)

"Le rendez-vous n'a servi à rien, insiste-t-elle. Notre manifestation, initialement, devait se produire devant un conseil de gestion, le président nous a proposé une entrevue au dernier moment, on pense donc que, possiblement, il a voulu éviter la manifestation, mais que le compromis n'était de toute façon pas envisageable."

Au cours de la rencontre, les étudiants disent également avoir évoqué d'autres difficultés liées à leurs conditions d'études, comme l'état des bâtiments, ou l'organisation des cours et notamment la suppression de plusieurs groupes de TD, qui surchargent les classes. Un autre grief qui les conduit à se mobiliser ce mardi. *"Cette fois-ci, c'est un appel à toutes les filières étudiantes de Rouen, explique Chloé Tariket, pour revendiquer de meilleures conditions d'études."*

Rendez-vous donné devant le campus Pasteur à 11h30 ce matin même. Le cortège se rendra ensuite devant le rectorat de Normandie, boulevard des Belges.

"On a peur pour nos étudiants !" La communauté universitaire de Rouen se mobilise contre les coupes budgétaires

Écrit par Mathilde Riou

4–5 minutes

Un cortège d'étudiants, de professeurs et de chercheurs a défilé à Rouen (Seine-Maritime) ce mardi 10 mars 2026 pour dénoncer les coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur. Tous se sont retrouvés devant le rectorat pour faire entendre leurs revendications.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Dans le cadre de la journée de mobilisation nationale à l'appel de tous les syndicats, les étudiants, professeurs et chercheurs des universités de Rouen (Seine-Maritime) se sont mobilisés ce mardi 10 mars 2026.

Ils dénoncent les coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur prévues par le budget 2026 de l'Etat. Les conséquences sont déjà concrètes pour l'université de Rouen [avec la fermeture du](#)

La fermeture de la licence pro STAPS et la suppression de 16 000 heures d'enseignement font également partie des annonces faites pour répondre à ces restrictions budgétaires.

606 places en moins sont annoncées pour l'année prochaine rien que pour l'université de Rouen. Sa situation financière est préoccupante avec un budget déficitaire de plusieurs millions d'euros. Il manquerait quinze postes de maîtres de conférences pour assurer un enseignement complet.

Pour la présidente de la FEDER, Léa Chevauché, la solution doit venir du ministère : *"On se mobilise pour nos étudiants. L'université souffre d'un manque de financement global de l'Etat énorme. On a peur pour nos étudiants, pour nos futurs étudiants qui ne pourront plus accéder aux études supérieures. Le manque d'enseignants va entraîner une dégradation des formations"*.

À terme, elle craint le développement des écoles privées et la diminution incessante de l'enseignement supérieur public.

durée de la vidéo : 00h01mn38s



Retour sur la journée de mobilisation à Rouen des étudiants et professeurs pour dénoncer les coupes budgétaires à l'Université. Martin Cribier et François Pesquet. • ©FTV

Parallèlement, une manifestation a eu lieu devant le ministère de

l'enseignement supérieur à Paris. En février, Philippe Baptiste, ministre de l'Enseignement supérieur, saluait le vote du budget 2026 qui donnait *"une vraie priorité à l'enseignement supérieur et à la recherche"*.

Invitée sur France Inter, Christine Neau-Leduc, présidente de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, reconnaît que *"le budget voté il y a quelques semaines est en amélioration par rapport à celui de l'automne"* (gouvernement François Bayrou), avec *"des compensations de charges"*, mais ce budget *"n'est pas à l'échelle du défi"* demandé aux universités, selon elle. La présidente de Paris 1 Panthéon-Sorbonne tient à le souligner : aujourd'hui *"la compétition n'est pas française, elle est vis-à-vis de l'étranger, on a un vrai problème d'attractivité et de budget en France par rapport à ce qui se passe dans d'autres pays"*.

Cette mobilisation intervient alors que se déroulent, depuis janvier et jusqu'au printemps, les Assises du financement des universités, lancées par le gouvernement afin d'aboutir à un *"diagnostic partagé"* sur la situation budgétaire des universités, selon le ministère. *"La situation est délétère (...) la dégradation est une réalité objective"*, a affirmé Emmanuel de Lescure, secrétaire général du Snesup-FSU, mercredi, lors d'une conférence de presse à Paris.

À ce jour, 100 % des universités françaises sont déficitaires. Selon les syndicats, il manque 8 milliards d'euros pour répondre à leurs besoins.

Octeville-sur-Mer. Les décorés du Mérite agricole distingue un éleveur cauchois

Ghislain Annetta

~2 minutes

A l'occasion de la 167^e foire-concours aux animaux organisée samedi 7 mars sur la place Pierre-Leprevost à Octeville-sur-Mer, l'Amicale des décorés du Mérite agricole de Seine-Maritime a remis un Prix spécial de "l'animal d'élevage d'exception". Cette distinction vise à mettre en lumière l'excellence du travail d'élevage et l'attention portée à la sélection et au soin des animaux. Elle a été attribuée au Cauchois Sylvain Lecacheur, éleveur à Auberville-la-Renault. La plaque tricolore qui lui a été remise s'accompagnait d'une dotation financière. Par ce geste, les médaillés seinomarins ont souhaité saluer l'engagement, le savoir-faire et l'exigence dont fait preuve l'éleveur dans son activité, tout en l'encourageant à poursuivre dans cette voie d'excellence.

Valoriser l'investissement des professionnels qui font vivre l'agriculture locale

La traditionnelle foire aux bestiaux octevillaise a rassemblé près de 200 animaux : équidés, ovins, caprins et bovins. L'Amicale souhaite que ce prix de la foire s'ancre dans la durée, afin de continuer à valoriser l'investissement des professionnels qui font vivre l'agriculture locale.

Environnement : vers une protection renforcée de l'Estuaire de la Seine ...

Par L.R

3–4 minutes

En bref

Environnement : vers une protection renforcée de l'Estuaire de la Seine et de son site Natura 2000

Le Comité de pilotage (COPIL) du site Natura 2000 s'est réuni au Havre pour valider une étape clé de son Document d'objectifs (DOCOB). Entre restauration écologique et adaptation au changement climatique, les enjeux sont colossaux pour ce joyau du patrimoine normand.



Estuaire de la Seine au niveau du pont de Normandie. © Maison de l'estuaire

Publié le 10 mars 2026 - Mis à jour le 10 mars 2026

L'avenir de l'estuaire de la Seine se dessine au Havre. Sous la présidence de la sous-préfète, Elsa Pépin, et du représentant du

préfet maritime, Nicolas Chardin, la trentaine d'acteurs réunis le 10 février dernier à l'École Nationale Supérieure Maritime a validé un socle fondateur : l'état des lieux révisé du patrimoine naturel et des usages terrestres.

Cette validation permet d'aligner les volets maritimes et terrestres du site, une étape indispensable pour structurer la protection de cette « Zone Spéciale de Conservation ».

Concilier usages et préservation

Le bilan des actions menées depuis 2022 témoigne d'une activité intense sur le terrain : accompagnement des agriculteurs via les mesures agro-environnementales (MAEC), évaluation des incidences pour les porteurs de projets et sensibilisation des usagers de la mer aux bonnes pratiques.

Mais l'enjeu dépasse la simple gestion courante. Le site fait actuellement l'objet d'une procédure d'extension de son périmètre, avec un objectif clair : redonner de l'espace au fleuve.

« Il s'agit de favoriser les restaurations écologiques notamment par la reconnexion du lit mineur et du lit majeur du fleuve, et de contribuer à l'adaptation au changement climatique en donnant une vocation naturelle à des zones humides », souligne le compte rendu du COPIL.

L'intelligence collective comme moteur

Le pilotage de la rédaction de ce nouveau document cadre a été confié par la DREAL au Parc naturel régional des Boucles de la Seine normande, épaulé par la Maison de l'estuaire et l'Office français de la biodiversité (OFB).

Pour les autorités, le succès de cette révision repose sur la coopération entre élus, industriels, pêcheurs et associations environnementales.

La prochaine étape est déjà fixée : une réunion dédiée aux enjeux

marins se tiendra en mai, avant le lancement de groupes de travail cruciaux au second semestre pour définir le futur programme de mesures concrètes.

En Normandie, voyages annulés pour cause de guerre : « Tout le monde était en pleurs »

Véronique Baud

4-6 minutes

La guerre au Moyen-Orient a des conséquences sur les voyages de toute cette partie du monde, l'Asie incluse. En Normandie, les tour-opérateurs s'adaptent comme ils peuvent face à cette nouvelle crise.



La guerre perturbe les voyages au Moyen-Orient, et jusqu'en Asie, comme le constatent les tour-opérateurs en Normandie. - photo Paris Normandie



Printemps arabes, Covid, guerre en Ukraine et maintenant [guerre en Iran](#), les voyagistes commencent à être habitués à l'impact des crises internationales sur le tourisme. Selon la plateforme professionnelle Orchestra, les voyages aux Émirats arabes unis ont connu une baisse de 85 % entre le lundi 2 et le jeudi 5 mars 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Parallèlement à [la gestion des touristes bloqués](#) au Moyen-Orient ou en Asie, dont beaucoup transitent par les émirats, il faut prendre en compte les annulations, et/ou les changements de destination.

« *C'est un peu le chantier* », admet Anne-Sophie Chez Fram au Havre. « *Première galère, celle d'une cliente bloquée à Zanzibar qui ne rentrera que le 11 mars au lieu du 4, avec seulement trois nuits prises en charge.* » Puis « *nous avons eu un voyage annulé de 7 personnes qui allaient à Abou Dhabi le 11 avril* », poursuit la voyageuse.

Un voyage à 12 000 euros annulé

« *Tout le monde était en pleurs, c'était un voyage familial, grands-parents, parents et enfants, de 12 000 euros. On l'a remplacé par une croisière en Méditerranée. [La guerre](#) n'est pas un motif de remboursement sans assurance complémentaire. Il vaut mieux en avoir une, comme c'était le cas pour ce voyage, où il reste 30 % de frais d'annulation à la charge des clients* », complète-t-elle.

Autre annulation, un départ pour Chypre le 9 avril, qui a été remplacé par l'Andalousie. Les vols pour Chypre n'étant pas suspendus, et le quai d'Orsay n'ayant pas donné d'instruction, « *l'annulation est à la charge du client* », prévient Mélanie chez Sélectour à Évreux. Anne-Sophie de Fram estime que « *ça pourrait être long pour un retour à la normale. On a vu l'exemple de la Tunisie après les printemps arabes* » se remémore-t-elle.

« On a géré dossier par dossier, avec les compagnies aériennes. Mais on a des vols de rapatriement qui coûtent parfois plus de 3000 euros, par exemple pour un retour de Bangkok. »

Inflation du carburant et des prix

À Rouen Saint-Sever, chez Leclerc Voyages, David et Mélanie viennent d'annuler un départ en Thaïlande avec escale à Doha. « *Il y a des alternatives pour aller en Asie mais c'est plus cher. Les gens s'inquiètent et vont mettre leur voyage en suspens ou se reporter sur d'autres destinations comme l'Europe, les Antilles, les Caraïbes* », prévoient-ils. Chez Selectour à Évreux, un voyage en circuit de 20 personnes pour le Cambodge via Dubaï a été annulé le 4 mars « *car il était impossible de trouver une autre compagnie.* »

Chez Africa Voyages à Rouen, on a déploré une dizaine de cas de personnes bloquées pour le retour. « *On a géré dossier par dossier avec les compagnies aériennes. Mais on a des vols de rapatriement qui coûtent parfois plus de 3000 euros, par exemple pour un retour de Bangkok* », pointe le responsable commercial. Plus que les annulations, ce sont les répercussions de la guerre qu'il craint, avec une inflation des prix sur les longs courriers due à [la hausse du prix du kérosène](#).

Lire aussi



[Violée et frappée près d'Évreux : « Je suis mal pour elle », ose l'accusé](#)

Municipales 2026 à Rouen : l'ancien socialiste Frédéric Sanchez soutient le "projet sérieux" de Marine Caron - ICI

Emmanuel Grabey

5–6 minutes

Trois ans après son retour du Québec, l'ancien socialiste Frédéric Sanchez se situe en bonne place sur la liste d'opposition à Nicolas Mayer-Rossignol. © Radio France - Emmanuel Grabey

Publié le mardi 10 mars 2026 à 18:02

L'ancien maire de Petit-Quevilly et président de la métropole de Rouen, l'ancien socialiste Frédéric Sanchez, est de retour sur la scène politique rouennaise, mais dans le camp d'en face. Il apparaît à la sixième place de la liste de la droite et du centre "Réussir Rouen", menée par Marine Caron.

Il se défend de toute démarche partisane, mais la tournure de son retour en politique a de quoi surprendre : Frédéric Sanchez, l'ancien socialiste, maire pendant 18 ans de Petit-Quevilly et président pendant sept ans de la CREA (Communauté d'agglomération Rouen Elbeuf Austreberthe) puis de la métropole de Rouen, figure en **sixième position sur la liste "Réussir Rouen"**, soutenue par la droite et le centre et menée par Marine Caron [pour les municipales des 15 et 22 mars](#). Une présence qui peut étonner, puisqu'il appartenait jusqu'en 2019 au Parti socialiste. Il se situe désormais dans l'opposition au maire de Rouen et président de la métropole sortant Nicolas Mayer-Rossignol.

Jugement sévère sur le bilan du mandat de Nicolas

Mayer-Rossignol

*"Notre démarche commune n'est pas du tout une démarche partisane", justifie-t-il au micro d'ICI Normandie. "D'ailleurs, la liste comprend plus de la moitié de Rouennaises et de Rouennais non-membres de partis politiques. C'est une liste qui se rassemble autour d'un projet. Ce qui compte pour les habitants d'une ville, c'est : est-ce que le maire et son équipe font le job ? Est-ce qu'ils s'occupent de la ville ? Moi, je considère quand ce n'est pas le cas." Sécurité, endettement, entretien et développement de la ville et de la métropole : l'ancien socialiste tire à boulets rouges sur le **bilan du sortant** Nicolas Mayer-Rossignol, candidat à sa réélection.*

*"Marine Caron a le courage de faire des choix", explique celui qui a rejoint le parti Horizons d'Édouard Philippe à [son retour du Québec](#) en 2023 (il a passé quatre ans au Canada en tant que consul général de France à Québec). "Elle affiche des priorités claires, adaptées à ce que sont les finances de la ville de Rouen et de la métropole et, à vrai dire, les finances du pays. Empiler les **projets irréalistes et infaisables**, ça n'a pas de sens. C'est ce que fait l'équipe sortante. Marine Caron a le courage de dire 'Voilà le contrat que je propose aux Rouennaises et aux Rouennais : un nombre d'actions bien identifiées, limité, qui correspondent à des priorités fortes'. Je n'ai pas eu du tout de difficultés à rejoindre une liste proposant un projet sérieux et adapté, c'est ma conviction, aux problèmes de Rouen."*

Rouen (76000) : candidats au tour des élections municipales 2026

Passer la section

Les résultats du premier tour des élections municipales seront disponibles le *dimanche 15 mars* à partir de 20h. Retrouvez ci-dessous les candidats déclarés aux élections municipales.

Céline VITARD

sièges

Amaury RENAULD

sièges

Marine CARON

sièges

Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

sièges

Grégoire HOUDAN

Liste d'union à l'extrême-droite

sièges

- [Élections municipales](#)
- [politique](#)
- [Mairie – Municipalité](#)
- Nicolas Mayer-Rossignol

Résultats des élections municipales 2026



Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier

Municipales 2026 : à Rouen, unions à gauche et à droite pour un scrutin inédit depuis 18 ans, les extrêmes en embuscade - ICI

Emmanuel Grabey

7-9 minutes

À Rouen, sept listes sont candidates aux élections municipales de 2026. Pour la première fois depuis 2008, la gauche (hors LFI) et les Écologistes d'un côté, la droite et le centre de l'autre partent ensemble dès le premier tour. LFI, le RN et trois partis d'extrême gauche sont également en lice.

C'est une configuration inédite depuis 2008 pour des élections municipales à Rouen : pour la première fois depuis 18 ans, la gauche socialiste et communiste a scellé un accord avec Les Écologistes avant le premier tour. De son côté, Marine Caron a réussi à fédérer derrière elle la droite et le centre, une alliance que **Rouen n'avait plus connue depuis 2008**. À sa droite, le candidat du Rassemblement national, Grégoire Houdan, va tenter d'opérer un retour de l'extrême droite à l'hôtel de ville après six ans d'absence. Et à l'autre bout de l'échiquier politique, le candidat LFI Maxime Da Silva va tenter de faire **entrer son mouvement à la mairie pour la première fois**. Trois autres listes d'extrême gauche se présentent : Éric Moisan conduit une liste de Lutte ouvrière, Amaury Renaud une liste du NPA-R et Céline Vitard une liste du Parti des travailleurs.

Alliance historique de la gauche hors LFI et des Écologistes

En 2008, la candidate socialiste Valérie Fourneyron avait réussi à rallier sur son nom ceux qui s'appelaient alors Les Verts. La liste avait réussi à rafler la mairie tenue par le centriste Pierre Albertini. Depuis, en 2014 et 2020, l'écologiste Jean-Michel Bérégovoy était **parti seul au premier tour**, avant de fusionner avec la liste socialo-communiste au second tour. C'est donc un [accord inédit depuis près de 20 ans](#) qu'a conclu le maire socialiste sortant, Nicolas Mayer-Rossignol, avec ses partenaires écologistes.

Dans cette liste baptisée "Fiers de Rouen", les communistes, alliés traditionnels, partent également à ses côtés, de même que Génération.s, Place publique, la Gauche républicaine et socialiste et le mouvement Éveil citoyen. Le maire, élu au conseil municipal en 2014, et maire depuis 2020, [brigue un deuxième mandat](#).

Dans un communiqué de presse, Les Écologistes et Génération.s annonçaient en janvier dernier une union de *"la gauche progressiste, écologiste et sociale dès le 1er tour"*, pour faire preuve de *"responsabilité et exigence"*, face aux *"dangers"* que représentent *"l'extrême-droite populiste"* et la *"droite qui tourne le dos à l'arc républicain historique en soutenant de plus en plus souvent l'union avec l'extrême droite"*.

Le centre et la droite unis pour la première fois depuis 2008

Dans la ville de Jean Lecanuet, égérie du centre-droit de la deuxième moitié du XXe siècle, la droite et le centre n'étaient **plus unis aux élections municipales depuis 2008**. Cette année-là, le maire sortant, Pierre Albertini, conduisait une liste étiquetée divers droite soutenue par l'UMP alors au pouvoir, le Nouveau Centre d'Hervé Morin et le MoDem de François Bayrou. Elle échouait au second tour face à la liste d'union de la gauche et des écologistes de Valérie Fourneyron. En 2014, le centriste Patrick Chabert avait monté, sous la bannière UDI, une liste opposée à celle de Jean-François Bures, candidat de l'UMP et du MoDem. Les deux listes

avaient fusionné au second tour, mais avaient **échoué à reprendre la ville à la gauche**.

En 2020, la candidature de Jean-Louis Louvel, appuyée par La République en marche, Les Républicains, le Mouvement radical et l'UDI, avait dû faire face à **deux listes dissidentes** : celle du candidat LR de 2014 Jean-François Bures, et la liste emmenée par celle qui incarne six ans plus tard l'union de la droite et du centre, Marine Caron.

*"Des Républicains jusqu'aux militants de gauche déçus", disait-elle lors de [la présentation de son programme](#) en janvier dernier. "On a fait le choix du rassemblement de la droite, du centre, des sociaux-démocrates aussi avec des gens qui viennent de la gauche. En réalité, dans l'équipe, plus de 50 % des personnes sont **des citoyens engagés** parce que l'on ne joue pas sur de la politique nationale, mais sur de la politique locale", soulignait alors la candidate. Baptisée "Réussir Rouen", sa liste est soutenue par Renaissance, Horizons, le Modem, Les Républicains et le Parti radical valoisien.*

Quatre listes d'opposition à gauche

Comme en 2020, La France insoumise présente une liste autonome. Il y a six ans, le candidat Lionel Descamps avait fait 3,53%. Un score très largement inférieur aux résultats de LFI aux élections nationales à Rouen. En 2017, Jean-Luc Mélenchon avait réuni 25,92% des voix au premier tour de la présidentielle, arrivant deuxième derrière Emmanuel Macron. En 2022, il avait **terminé en tête à Rouen avec 33% des voix**. Aux législatives qui s'en étaient suivies, Maxime Da Silva avait frôlé l'élection avec 49,88% des voix sur la première circonscription de la Seine-Maritime, échouant de moins de 100 voix face au député sortant Damien Adam.

Pour ces élections municipales, il s'agit donc pour lui de faire un score plus en adéquation avec ces résultats passés. S'il obtenait plus de 10% des voix au premier tour, il serait en position de se

maintenir au second tour, ce qui lui assurerait une entrée au conseil municipal, où il ferait entendre une [voix d'opposition à gauche de la majorité actuelle](#). *"Je suis un unioniste, je pense que l'on aurait dû, par cohérence idéologique, avoir une liste commune avec les écologistes",* avait-il déclaré sur ICI Normandie. *"Malheureusement, ils ont fait le choix des places plutôt que celui de la cohérence programmatique et je le regrette. Je pense que ça dit des choses sur les responsables écologistes locaux pour les années à venir."*

"Je suis toujours un peu surpris quand la gauche ou un parti qui se dit de gauche choisit une voie populiste et passe pas mal de temps à taper sur le reste de la gauche", avait taclé en réponse le maire sortant Nicolas Mayer-Rossignol. *"Moi je ne rentrerai pas dans cette polémique-là. J'ai toujours porté le rassemblement et ce que je constate, c'est qu'aujourd'hui, c'est nous qui le faisons".*

Avec sa liste "Faire mieux pour Rouen", Maxime Da Silva revendique le soutien de **militants écologistes et communistes, mais aussi des trotskistes** du NPA-A (L'Anticapitaliste). L'autre branche issue de la scission du Nouveau parti anticapitaliste, le NPA-R (Révolutionnaires), mène de son côté une liste autonome, avec Amaury Renault en tête. Deux autres partis trotskistes sont présents aux municipales à Rouen : Lutte ouvrière, avec une liste conduite par Éric Moisan, et le Parti des travailleurs, derrière Céline Vitard.

Le Rassemblement national de retour à la mairie ?

La douche avait été glaciale pour le Rassemblement national à Rouen aux élections municipales de 2020. Avec 6,78% des voix au premier tour, la liste de Guillaume Pennelle voyait son score de 2014 (13,38%) divisé par deux. **Non qualifié pour le second tour**, le parti avait perdu ses trois élus au conseil municipal. Six ans plus tard, la charge de faire de nouveau entrer l'extrême droite à la mairie [revient à Grégoire Houdan](#).

À la tête d'une liste, baptisée "Rouen conquérante", comprenant,

outre des membres du RN, des militants de l'Union des droites pour la République (le parti d'Éric Ciotti) et des **transfuges des Républicains**, sous l'appellation RPR, il va tenter de rééditer son score aux élections législatives de 2024. Il avait remporté 20,25% des voix au second tour dans la première circonscription de la Seine-Maritime.

"Il est difficile à Rouen de faire battre la gauche", admettait-il tout de même sur ICI Normandie. "C'est 18 ans de socialisme, c'est un système politique bien installé. Cela peut prendre plus de temps que prévu, mais c'est aussi pour ça que je suis là. Une victoire, ça se construit et peut-être que 2026, c'est l'occasion d'en poser les premières pierres".

Municipales 2026. Fiscalité, grands projets : André Gautier « ne ment pas aux Dieppois »

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

9–11 minutes

Fidèle opposant à la majorité communiste, André Gautier, par ailleurs élu au Département où il a de nombreuses délégations, mène pour la 3e fois consécutive une liste divers droite pour conquérir la Ville de Dieppe.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 10 Mars 2026 à 20h01 Temps de lecture: 2 min

Pour ce scrutin, vous partez rassemblés avec les adversaires d'hier comme Dominique Garçonnet, mais certaines personnalités telles qu'Annick Leveau sont passées au RN.

André Gautier : « [On a rassemblé avec Dominique Garçonnet](#) tout le potentiel de ceux qui voulaient repartir. Avec en plus la volonté de renouveler l'effectif : il y a de nouvelles têtes. Trois ou quatre personnes seulement ont une étiquette politique, sinon on se définit comme une liste divers droite et indépendants.

Par rapport à Annick Leveau, je ne réagis pas à ces attaques. Je n'ai pas de leçon à recevoir, quand je me présente pour la 3e fois

comme tête de liste, avec une ancienneté constante dans l'opposition. Pour moi il n'a jamais été question de rassembler toutes les droites. »

Sentez-vous que le contexte national pèse davantage dans ce scrutin municipal que dans les précédents ?

« Je vois une radicalisation des positions, qui mène à la radicalité de certains discours et peut laisser imaginer dans le vote un effet national plus important. Comment cela se traduira-t-il ? Je ne sais pas : je fais campagne. Mais il existe forcément une influence nationale suite [à la séquence du budget et des majorités hétéroclites](#) avec l'instabilité au plus haut niveau de l'État. On est là au premier scrutin après ce contexte national que nous regrettons. J'ai rarement vu tant de radicalité, surtout après le drame de [la mort sous les coups d'un jeune militant à Lyon](#) : l'extrême-gauche est dans le déni ou la quasi-excuse, c'est inadmissible et ça pèsera dans le vote. »

Comment faites-vous campagne ? Vous avez investi les réseaux sociaux avec des vidéos présentant à la fois les thématiques et les candidats...

« Nous menons une campagne modeste. On préfère aller au contact des Dieppois, ce qui n'est pas nouveau pour moi qui suis déjà élu municipal et départemental. On accélère le porte-à-porte plutôt que les réunions publiques, où viennent souvent ceux qui sont déjà convaincus. Nous en avons toutefois organisé une, pour les gens qui souhaitent nous écouter... et pour ne pas oublier Neuville dans le vote municipal.

Aujourd'hui, il est difficile de faire campagne en occultant les réseaux sociaux... mais il ne faut pas non plus les inonder. On a décidé de ne pas mentir aux Dieppois avec de grands projets qui ne verront jamais le jour. On propose trois choses réalisables dans le contexte financier plus compliqué à Dieppe qu'ailleurs : les Bains équipement de thalasso et nautique de référence (pas une piscine municipale) ; un équipement omnisports d'agglo moderne ; une

Maison des associations digne du réseau associatif très riche de la ville, connectée avec du stationnement. »

Votre idée de grand parking de dissuasion, de plan de circulation, de plan vélo : tout est lié. Comment ?

« Le grand parking avait vocation à être près de la gare, à l'exacte place [où Eiffage installe ses bureaux](#). Un parking de dissuasion sur ce qui doit être le pôle logistique de la ville. On ne peut aménager le front de mer que si l'on règle le problème du stationnement... en faisant ce parking de dissuasion. D'où l'idée d'un nouveau plan de circulation avec la rue de l'Aguado à double-sens pour éviter de faire tout le tour, sécuriser le quai Henri-IV et occasionner moins de pollution. Je pense à plus de piétonnisation et un plan vélo réaliste et plus adapté (avec par exemple une boucle qui relie tous les quartiers de la ville). Et le nécessaire désenclavement du Val Druel par le bas, côté Rouxmesnil. Reste qu'il faut un parking de dissuasion sur Dieppe Sud, fortement desservi par des navettes régulières. Par ailleurs, je pense que les commerçants et les habitants doivent pouvoir avoir des abonnements gratuits pour se garer dans leur quartier : à réfléchir dans le cadre de la démocratie participative. »

Qu'imaginez-vous pour le front de mer ?

« Les commerces du front de mer sont trop espacés : en concertation, il faudrait les regrouper en deux endroits pour dégager de l'espace et végétaliser mieux sans cacher la vue, avec un parcours sportif et des activités saisonnières et commerciales. Je pense à piétonniser une partie du front de mer, sans supprimer de stationnement. Nos pelouses sont uniques en Europe : il faut garder cet espace libre et verdoyant pour les grandes manifestations qui font sa renommée ([cerfs-volants](#), sport équestre...). »

Grand thème de campagne dieppoise : la fiscalité. Que proposez-vous pour le foncier ?

« On ne peut pas augmenter la taxe foncière qui est trop haute, et

varie en fonction des bases. Ce qui est du fait de la municipalité, c'est [le vote du pacte financier et fiscal à l'Agglo](#) avec une taxe supplémentaire (contre lequel Dominique Garçonnet, Jean-Jacques Brument et moi avons voté). On ne peut donc pas dire que les impôts n'augmentent pas à Dieppe. On ne mentira pas non plus : on ne peut pas baisser la taxe, seulement stopper la hausse en agissant sur les dépenses de fonctionnement (communication, personne, organisation des services) et en mutualisant davantage avec l'Agglo. »

Vous reparlez d'Assises de la culture, et regardez hors des frontières pour l'attractivité de la ville...

« Nous avons la chance d'avoir [un lien transmanche](#) (qui coûte plus de 25 M€ au contribuable seinomarin chaque année) sans valoriser suffisamment la proximité de la Grande-Bretagne : il faut développer les animations, sur les bateaux et des deux côtés de la Manche. Dans la future délégation de service public, il faudra que cela ait sa place : un commercial serait nécessaire pour aller démarcher les autorités britanniques, et Dieppe peut impulser le mouvement. Je souhaite aussi réaffirmer le lien avec le Canada qui fait l'identité de Dieppe et mérite une réflexion pour que l'esprit canadien soit à Dieppe et que la ville devienne passage obligé pour tout Canadien venant en Europe.

Les [Assises de la culture](#), elles ont été promises mais jamais réalisées : nous les ferons avec tous les acteurs de l'agglo, pour établir des passerelles dans la transversalité et l'ouverture. Il faudra un écrin pour porter cela : cela rejoint la question du devenir de DSN quand on pense à un vrai pôle culturel. »

Qui voyez-vous président(e) de la République en 2027 ?

« Un candidat ou une candidate de la droite et du centre. Je suis toujours adhérent à LR et j'espère qu'il y aura un candidat unique pour éviter un second tour infernal entre les deux extrêmes. »

Quels sont les derniers film ou série, livre et album ou chanson que vous avez vu, lu et écouté ?

« Je prends souvent les programmes en cours, à la télé, et je ne regarde pas du tout les plateformes comme Netflix. J'aime les séries policières françaises comme *L'Art du crime*. J'ai cinq ou six livres en route : histoire, roman, BD... J'aime les auteurs locaux [comme Jean-Louis Viot](#). Mon audition ne me permet pas d'apprécier la musique comme je voudrais, mais je suis très amateur de musique classique et de chanson française (Johnny, Cabrel, Sardou...) ; ma fille m'a fait découvrir une chanteuse américaine aux shows grandioses : Taylor Swift. »

Demain : Antoine Labé.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Ils ont sauvé l'allure du front de mer de Mers-les-Bains : ils ont leur sculpture commémorative](#)



Dernier conseil municipal avant les élections, au Tréport : le budget est passé

Xavier Togni

5–7 minutes

Le dernier conseil municipal de la mandature a permis aux élus d'adopter le budget primitif 2026. Le maire Laurent Jacques explique pourquoi ce vote intervient avant l'élection de la prochaine assemblée.



Publié: 11 Mars 2026 à 09h10 Temps de lecture: 2 min

Le prochain conseil municipal du Tréport, élu à l'issue du scrutin du 15 mars 2026, n'aura pas à plancher sur le budget 2026. Il a été adopté lors de la dernière réunion de la mandature par l'équipe sortante. Le maire Laurent Jacques l'a pourtant reconnu : « *Il pourrait sembler plus judicieux que les élections municipales soient passées pour valider ce choix.* »

Mais il justifie ce calendrier : « *Il est évident que nous ne pouvons nous permettre d'attendre. Dans une station balnéaire, tout doit être pimpant, comme l'aurait dit notre ami Jean-Jacques (Louvel, adjoint récemment décédé, NDLR), avant le début de la belle saison.* » Et de préciser : « *Nos agents disposent déjà de peu de temps pour intervenir, aussi, devons-nous pouvoir procéder aux achats et engagements nécessaires dès que nous avons reçu les notifications des recettes que nous pourrions percevoir. Le vote de*

ce soir nous évite de perdre un temps précieux. »

Fonctionnement : un peu plus de dépenses de personnel

Le budget 2026 de la commune s'établit donc à un peu plus de 26,4 M€, dont 17,3 M€ pour la section de fonctionnement.

Concernant les dépenses, les charges à caractère général (eau, électricité, chauffage, carburant, entretien, etc.) s'élèvent à 3,8 M€, soit une baisse de 0,9 % par rapport au montant réalisé en 2025.

Ce qui s'explique surtout par la mise en place d'un nouveau marché de fourniture d'électricité.

En revanche, les charges de personnel, 7,3 M€, représentent 58,57 % de ces dépenses réelles, et sont en hausse de 3,4 %.

Cela est dû, selon le maire, à des augmentations de taux de cotisation ou de contribution, le recrutement d'agents recenseurs, l'organisation des élections, etc.

On peut noter encore, au chapitre « Charges de gestion courante », les subventions accordées aux associations (388 000 €), celle du CCAS (120 000 €) ou encore les indemnités versées aux élus (134 170 €), les diverses aides aux étudiants et autres (35 500 €), etc.

Investissement : près de 20 M€ pour les grands projets entre 2026 et 2030

Concernant la section d'investissement, le budget est de 9,07 M€. Le montant du remboursement du capital de la dette sera de 1 M€. Les dépenses d'équipement (acquisitions et travaux) de 4,3 M€ font l'objet d'un plan pluriannuel a été établi, afin de pouvoir mener à bien les grands projets prioritaires, sur plusieurs exercices : il est de 19,8 M€ entre 2026 et 2030.

Les principaux investissements de 2026 porteront sur « *des travaux de voirie avenue Charles-Gounod (2e tranche), le redimensionnement du réseau pluvial rue Saint-Michel, le*

remplacement de 350 foyers lumineux par des leds, la réalisation d'un diagnostic complet de l'église Saint-Jacques pour sa sauvegarde, le remplacement du parc auto par des véhicules électriques. »

Les recettes de fonctionnement viennent principalement des impôts et des taxes perçues par la commune. La fiscalité devrait lui rapporter cette année 3,8 M€. Si les bases, fixées par l'État, devraient augmenter de 0,8 %, la commune, elle, va garder les mêmes taux qu'en 2025. Ils seront de : 20,11 % pour la taxe d'habitation (uniquement perçue sur les résidences secondaires), 51,89 % pour le foncier bâti ; 40,87 % pour le foncier non bâti.

Ce budget a été voté à l'unanimité par tous les membres du conseil.

Lire aussi



[Ils ont sauvé l'allure du front de mer de Mers-les-Bains : ils ont leur sculpture commémorative](#)



Municipales 2026. À Bretteville-du-Grand-Caux, l'actuel adjoint Romain Lavidière fait face au maire sortant

Suzelle Gaube

5-6 minutes

À Bretteville-du-Grand-Caux, Romain Lavidière, se présente face au maire sortant, André-Pierre Blondel, lors des élections municipales 2026. Un élu qu'il connaît bien puisqu'ils faisaient partie de la même équipe lors du dernier mandat.



Publié: 11 Mars 2026 à 08h45 Temps de lecture: 3 min

Rapidement, le duo Annie Durécu et Romain Lavidière rentrent dans le vif du sujet quand on évoque leur candidature aux élections municipales 2026 à la mairie de Bretteville-du-Grand-Caux, près de Goderville. Ils veulent « *un conseil municipal basé sur la considération, la collégialité, et la concertation entre les élus et avec les habitants* ». Chose qu'ils estiment ne pas avoir eue lors du précédent mandat mené par [le maire sortant, André-Pierre Blondel, qui est élu depuis 1977](#).

Les deux colistiers, respectivement adjoint et conseillère municipale sortants, considèrent que « *les projets et les idées sont souvent arrêtés quand ils sont abordés en conseil municipal* ». Ils ont en tête l'exemple du projet de réhabilitation du garage au centre-bourg. Pour eux, il faut « *étudier un peu plus le sujet et prendre l'avis des habitants* ».

« On est tous très investis. »

L'engagement de Romain Lavidière comme tête de liste aux municipales à Bretteville-du-Grand-Caux n'est pas une surprise. Cette envie, il en avait fait part au maire sortant dès le début de mandat, affirme-t-il. Il assure aussi qu'André-Pierre Blondel, de son côté, avait dit qu'il s'agissait de son dernier mandat : « *J'ai beaucoup de respect pour André-Pierre Blondel. Mais il y a un temps pour tout. Quand les gens sont prêts à s'engager, il faut les encourager, plutôt que de continuer à s'accrocher* ». De l'équipe municipale actuelle, ils sont six à s'être engagés dans la liste de Romain Lavidière : « *On est tous très investis* ».

Romain Lavidière « connaît le terrain par cœur »

À commencer par Romain Lavidière lui-même qui « *connaît le terrain par cœur* », lui qui est bénévole à l'ASBR ([club de supporters de l'association sportive brettevillaise](#)) depuis ses 15 ans. Il a aussi été président, de 2019 à 2025, du [comité d'animations et de loisirs brettevillais](#). Avant d'en devenir vice-président. Il est également impliqué avec Annie Durécu au comité Téléthron.

Santé, sécurité et solidarité

Les quinze membres de leur liste [Unis Pour Bretteville](#) comptent agir dans le domaine de la santé en « *développant la téléconsultation, les points relais médicaments* ». La sécurité est un autre domaine qu'ils souhaitent travailler en essayant de limiter la vitesse, comme route d'Annouville. Ou encore en améliorant le système de vidéoprotection, d'autant que des bâtiments communaux ont été la cible de dégradations. La solidarité est une thématique qui leur est chère, comme par le développement d'aide au transport pour certains Brettevillais. Une initiative prise il y a deux ans par l'association Bretteville Solidarité, précise Annie Durécu qui l'a initié.

Municipales 2026 au Havre. Seniors : les propositions des sept candidats

Paris Normandie

~4 minutes

Durant les deux semaines précédant les élections des 15 et 22 mars 2026, les sept candidats déclarés à la mairie du Havre détaillent leurs mesures phares concernant des thématiques relevant de la politique de la Ville. Huitième volet : les seniors.



Publié: 10 Mars 2026 à 18h31 Temps de lecture: 2 min

Comme en 2020, sept candidats briguent la mairie du Havre aux élections municipales des 15 et 22 mars 2026. Face au maire sortant, [Édouard Philippe](#) (Horizons), le député communiste [Jean-Paul Lecoq](#) mène une liste d'union de la gauche – à l'exception de La France insoumise, représentée par [Charlotte Boulogne](#). [Franck Keller](#) se présente sous la bannière UDR-RN. Deux collectifs citoyens sont cette année en lice : [Le Havre est à vous](#) avec à sa tête Marie Le Cieux et [Le Havre en débat](#) de Sophie Zarifian. Enfin [Magali Cauchois](#), déjà candidate en 2014 et 2020, porte pour la troisième fois la voix de Lutte ouvrière.

Le Havre Paris Normandie a demandé à chacune des têtes de liste de présenter sa mesure phare pour une série de neuf thématiques relevant de la politique de la Ville. Aujourd'hui : les seniors.

Les contributions sont présentées conformément à l'attribution de l'ordre des panneaux électoraux entre les listes candidates tirées au sort en sous-préfecture du Havre le 26 février 2026. Demain, la jeunesse et l'éducation. Et l'EMBED à jour (donc pas besoin de le glisser de nouveau si tu l'as déjà mis dans le SL)

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Tribune : le cri d'alarme de sept présidents de clubs de football, dont celui du HAC](#)

[En Normandie, voyages annulés pour cause de guerre : « Tout le monde était en pleurs »](#)

[Un Trafic « intelligent » pour Sandouville, mouvement au lycée François-1er... Le point actu à 20h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Municipales 2026. À Compainville, Danielle Coelle présente une liste face au maire sortant

Christine Dhenain (correspondante)

5–6 minutes

Conseillère municipale à Compainville depuis 2016, Danielle Coelle a décidé de monter la liste « Agir ensemble pour vous servir » pour « proposer d'autres ambitions » pour la commune.



Par Christine Dhenain (correspondante)

Publié: 11 Mars 2026 à 07h28 Temps de lecture: 2 min

Quelles sont vos motivations à présenter une liste à Compainville face à celle du maire sortant Bruno Nottias ?

Danielle Coelle : « J'ai été élue au conseil municipal depuis 2016, et par deux fois j'ai obtenu de bons résultats dans les urnes. C'est ce qui me motive aujourd'hui à présenter une liste qui propose d'autres ambitions pour Compainville. La commune a besoin d'autre chose. De par mon ancien métier de responsable d'agence d'assurances, je peux apporter le management d'une équipe et de la modernité. Notre liste a travaillé ensemble sur des idées de projets à mettre en place, il y a une cohésion entre nous, cela aussi est motivant d'avoir des projets pour redynamiser la commune. »





Danielle Coelle, 69 ans et ancienne responsable d'une agence de courtage d'assurance, présente une liste face au maire sortant à Compainville. - Photo Paris Normandie

École, solidarité et cadre de vie

Quels sont justement vos projets ?

« Ils sont simples mais nécessaires. Nous voulons que les élèves de notre école ne soient plus dans un préfabriqué. En accord avec le Rectorat, nous voudrions que la salle du conseil soit leur classe. Nous aurons un œil attentif sur le Sivos. Améliorer le cadre de vie du village par l'entretien général, l'embellissement, l'entretien de notre patrimoine, le lavoir, le calvaire, le cimetière, le monument et l'église. Le centre communal d'action sociale doit être recréé pour

plus de solidarité avec les familles et nos aînés. Le devoir de mémoire et de transmission est important : nous remettrons au centre des événements de la vie locale les commémorations du 11-Novembre et du 8-Mai. Nous poursuivrons la mise en place des poches à incendie avec les recherches de subventions adéquates. Il faut travailler les dossiers avec rigueur. Un autre point nous paraît important, celui d'être vigilants aux propositions prises au sein de la communauté de communes. »

Comment définiriez-vous votre liste ?

« Notre liste s'est constituée facilement. Il y a deux conseillers municipaux sortants, un adjoint sortant et une ancienne conseillère. Nous avons quatre retraités, habitués au transport de personnes, donc en contact avec les gens. Nous avons un ancien agriculteur, des professeurs, des autoentrepreneurs et un étudiant. Nous avons tous les âges, de 21 ans à 80 ans avec une moyenne d'âge d'une cinquantaine d'années. Les horizons et les expériences professionnelles sont larges. Tous ont des compétences différentes et complémentaires pour contribuer à faire renaître Compainville. Notre mot d'ordre est servir la population avec efficience. »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Municipales : jeunesse et sports, un enjeu pour les candidats à Neufchâtel-en-Bray](#)

Municipales 2026. Après des élections tendues en 2024, le maire de La Cerlangue se représente

Suzelle Gaube

5–7 minutes

Le maire de La Cerlangue, Lionel Dehon, brigue un second mandat aux élections municipales de mars 2026. Et ce, dans un contexte particulier : démissionnaire en 2024 de son poste d'adjoint, comme six autres membres du conseil, il avait été élu maire, en avril 2024, face à son prédécesseur Michel Rats... qui se présente également.



Publié: 11 Mars 2026 à 06h40 Temps de lecture: 3 min

C'est dans son fauteuil de maire de La Cerlangue que Lionel Dehon, investi depuis une vingtaine d'années dans la municipalité, nous reçoit. Un fauteuil qu'il a gagné lors [d'élections municipales partielles intégrales](#) qui se sont déroulées en avril 2024. Et ce, après [sa démission en tant que 1er adjoint](#), tout comme après la démission de six autres membres du conseil : la 2e adjointe de l'époque, Françoise Chapelle, et cinq conseillers municipaux. En avril 2024, l'ambiance était très tendue lors du dépouillement des bulletins de vote. Et pour cause : le match entre Lionel Dehon et le maire sortant Michel Rats était très serré. Lionel Dehon a gagné à... une voix près. En sera-t-il de même le 15 mars 2026 ?

« Pas de polémique »

Ce qui est sûr, c'est que Lionel Dehon « *ne veut pas entrer dans la polémique* » : rapidement, il évoque, aux côtés de celle qui est devenue sa première adjointe, Françoise Chapelle, son bilan. « *On a fait beaucoup de choses en deux ans* », affirme-t-il Avec sa liste composée des mêmes membres que l'équipe actuelle – excepté une personne – Lionel Dehon veut poursuivre le système de « *commissions* » qu'il a mis en place : enfance famille jeunesse, sécurité, finances, environnement...

La mise en place d'un « parcours résidentiel »

Il évoque « *le parcours résidentiel* » développé dès 2024 dans ce village de 1 400 habitants. « *En deux ans, au bénéfice de familles, on a viabilisé quatre terrains qui appartenaient à la commune. La vente de ces terrains nous a rapporté 250 000 €* ». Mais aussi « *l'aménagement d'un bâtiment communal où sont installés des professionnels de santé, pour le transformer à l'étage en logements, ce qui rapportera des loyers* » au village. Il évoque la future construction de onze logements – destinés à des familles et des seniors – sur un terrain derrière la mairie : « *un projet à 2,2 M€, financé par Alcéane, monté en un temps record, soit en six mois et qui sera livré fin 2027* ». Avec une salle commune au bénéfice des résidents.

Tout cela, il a pu le faire en deux ans avec son équipe, notamment parce qu'il s'est entièrement consacré à sa fonction de maire, en prenant sa retraite d'Enedis, explique-t-il. « *J'avais un très beau poste qui me plaisait. Mais c'est une promesse que j'avais faite, je l'ai tenue* », précise-t-il, non sans une pointe d'émotion.

Un temps d'échange avec les habitants

Pêle-mêle, d'autres projets ont été mis en place et vont se poursuivre comme l'installation de la vidéoprotection qu'il souhaite développer et la création d'une police de proximité avec deux autres communes, la sécurisation des routes avec l'extension de la zone 30, l'organisation d'« ateliers village » avec l'ADMR invitant

des seniors au sujet de différentes thématiques. La liste « Écouter et agir pour continuer ensemble » promet si elle est élue, un temps d'échange avec les habitants une fois par an. Elle prévoit aussi la participation de la commune au portage des repas, « *une aide au permis de conduire pour les jeunes Cerlangais* », la création d'un espace d'échange intergénérationnel...

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Tribune : le cri d'alarme de sept présidents de clubs de football, dont celui du HAC](#)

[En Normandie, voyages annulés pour cause de guerre : « Tout le monde était en pleurs »](#)

[Un Trafic « intelligent » pour Sandouville, mouvement au lycée François-1er... Le point actu à 20h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales La Cerlangue \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Municipales 2026. À Tourville-la-Rivière, près d'Elbeuf, Malik Bechka veut donner la parole aux habitants

Frédérique THULLIER

4-6 minutes

Malik Bechka et sa liste « Tourville citoyenne » veulent porter « la voix des habitants » dans leurs projets. Ils prévoient la création d'une police municipale et la mise en place du permis de louer.



Malik Bechka, « Tourville citoyenne » - Paris Normandie



Publié: 11 Mars 2026 à 05h24 Temps de lecture: 1 min

À 25 ans, Malik Bechka, étudiant en Master 2 « Services et

politiques publics », est la tête de liste de « Tourville citoyenne ». Pour la première fois depuis plus de vingt-cinq ans, la majorité sortante aura un challenger aux élections municipales.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« J'habite depuis 2004 à Tourville-la-Rivière et je me suis senti obligé de me présenter parce que les habitants ne sont plus écoutés, justifie le candidat. Donner la parole aux habitants, les consulter et organiser des référendums citoyens, en toute transparence, pour tous les grands projets, et prendre leurs commentaires en considération, sera donc notre priorité. »

Sécurité

Malik Bechka est collaborateur parlementaire de la députée LFI Alma Dufour, *« mais je ne suis pas encarté et nous n'avons pas voulu du soutien du parti, insiste-t-il. Notre liste ne se revendique que de la vraie gauche, face à une politique de droite. »*

« Les habitants évoquent souvent la sécurité, reprend le candidat. Aussi, nous étudierons la création d'une police municipale, non armée, précise-t-il, [que nous espérons intercommunale](#) pour mutualiser les coûts. Des agents dédiés à la prévention et à la médiation, notamment auprès des personnes isolées et vulnérables. »

Habitat indigne

L'instauration d'un [permis de louer](#), qui donne aux municipalités un droit de regard sur l'état des logements qui sont mis en location par des propriétaires privés, permettra *« de lutter contre l'habitat indigne. Nous trouverons aussi des moyens de pression pour intervenir auprès des bailleurs sociaux »*, ajoute Malik Bechka.

Côté investissements, « Tourville citoyenne » envisage, entre autres, la construction d'une « Maison pour tous, pour les associations et les initiatives citoyennes » et « l'agrandissement du dojo pour répondre aux attentes des clubs sportifs ». Autant de

projets qui figurent parmi les 50 mesures proposées par la liste de Malik Bechka.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Près d'Elbeuf, la doyenne de cette commune est décédée à l'âge de 107 ans](#)



[À Saint-Ouen-du-Tilleul, cette nouvelle supérette séduit déjà - et pas seulement- les habitants](#)



Municipales 2026. À Fécamp, trois candidats au poste de maire et à chacun sa méthode pour battre campagne

Matthias Chaventré

6–8 minutes

À Fécamp, les trois candidats à la mairie mènent des campagnes très différentes en vue des élections municipales 2026. Réunions publiques, porte-à-porte, tracts lors du marché, permanence : chacun a sa méthode pour convaincre. Ils se retrouvent sur un outil : les réseaux sociaux.



Publié: 10 Mars 2026 à 18h02 Temps de lecture: 2 min

Trois candidats sont en lice à la fonction de maire à [Fécamp](#) et chacun a sa méthode pour faire campagne. Permanence, porte-à-porte, tracts, réunions publiques. Si le candidat Serge Girard (RN) est celui qui coche le moins de cases, David Roussel, maire sortant divers droite, est celui qui les coche toutes. Il a prévu une réunion publique de clôture vendredi 13 mars 2026 à 19 h à la salle de l'Union. La veille, ce sera la gauche, à la même heure au même endroit. C'est un symbole à Fécamp, car, traditionnellement, c'est dans cette salle que se trouve le bureau centralisateur le jour J.





Qui aura eu la meilleure méthode pour battre campagne et se voir confier les clés de l'hôtel de ville de Fécamp ? Réponse les 15 et 22 mars 2026. - Matthias Chaventré/Paris Normandie

Pas que de « l'entre-soi » aux réunions publiques

Pour Serge Girard, aucune réunion publique tout au long de la campagne. « *C'est volontaire. C'est souvent quand même un peu de l'entre-soi* », dit celui qui s'est une fois « *discrètement* » glissé au sein du public de la gauche. [Bénédicte Martin conteste le qualificatif](#), tout comme David Roussel. « *On a des personnes qui viennent très clairement pour nous soutenir : des sympathisants. On a aussi des habitants des quartiers qui viennent nous poser des questions. Je dirais que c'est du moitié-moitié* », pèse le maire sortant.

Quant à la gauche, elle a adopté la méthode de la réunion publique inversée. « *En donnant tout de suite la parole aux habitants. Ils sont venus en connaissant la thématique de la réunion publique et ils ont pris la parole pour donner des retours d'expérience, des constats, pour parler de leurs problèmes, de ce que peut être leur quotidien. Ça a donné une forme de réunion publique beaucoup plus dynamique.* »

« On a échangé dans la bonne humeur. Ou au moins dans la correction. »

Serge Girard, Candidat RN

Au préalable, la gauche avait utilisé des tracts pour réaliser une *« enquête citoyenne »*, du printemps à l'automne 2025. *« Ça nous a permis de faire un diagnostic partagé avec les habitants. On les a interrogés sur toutes les compétences de la Ville et de l'Agglo. On leur demandait aussi les grandes priorités. »*

Si lors des réunions publiques les Fécampoïses sont allés à la rencontre des candidats, ces derniers sont allés au-devant d'eux dans d'autres circonstances. Sur l'incontournable marché du samedi. *« On a échangé dans la bonne humeur. Ou au moins dans la correction. Je trouve ça positif »*, [résume Serge Girard](#). Dans le bon accueil reçu, il voit une autre façon de considérer le Rassemblement national par les personnes en âge de voter. *« Sur le marché, ce sont plus nos soutiens qui viennent à nous »*, rapporte Bénédicte Martin. Globalement, elle assure qu'on lui parle peu des polémiques nationales autour de La France Insoumise, tandis que sa liste compte quelques membres de ce parti.

« Toutes les maisons auront été visitées »

Autre façon de battre campagne : le porte-à-porte. *« Toutes les maisons auront été visitées »*, [mentionne David Roussel qui a pu pour cela compter sur l'aide de ses colistiers](#). *« Je me greffe à eux dès que j'en ai la possibilité. On va au contact direct des gens. Une proximité qu'on a voulu instaurer depuis 2014. »* Les sonnettes ont également retenti à la venue de la gauche, qui se félicite, elle aussi, d'être passée par chaque maison ou immeuble. Quant au RN, il a préféré aller *« visiter les quartiers à pied, chaque week-end ou presque. C'est toujours bon enfant »*. Sans sonner aux maisons.

Au final, seul David Roussel est le seul à avoir choisi la tenue d'une permanence : *« Un point de ralliement pour l'équipe. Et c'est bien pour un maire sortant d'avoir un lieu bien différencié de l'hôtel de ville. »*

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières

Municipales 2026. La sécurité, la « priorité numéro 1 » du candidat RN à Montivilliers, Gilles Lebreton

Romain Huynh

6–7 minutes

Gilles Lebreton l'assure, il comptait prendre sa retraite politique. Il revient pourtant dans l'arène pour le scrutin des 15 et 22 mars 2026 à Montivilliers, avec une liste en partie constituée de proches de l'ancien maire, Daniel Fidelin.



Publié: 10 Mars 2026 à 13h05 Temps de lecture: 3 min

Gilles Lebreton, ancien député européen et ancien conseiller municipal à Montivilliers, a déposé sa liste soutenue par l'Union des droites pour la République (UDR) et le Rassemblement national (RN). La liste, nommée « Montivilliers, c'est nous ! » compte des membres de l'opposition dans l'actuel conseil municipal, tels Agnès Montrichard, en quatrième position et Arnaud Leclerre, septième, ainsi que des proches de [l'ancien maire Daniel Fidelin](#), comme Jean-Luc Gonfroy ou Virginie Lemonnier.

« On retrouve dans ma liste des gens qui avaient une sensibilité “ Les Républicains ” et qui se sont ralliés à moi, reconnaît [Gilles Lebreton](#). Cela peut paraître étonnant, mais pendant le mandat de Daniel Fidelin, alors que j'étais dans l'opposition, j'ai noué des liens d'amitié avec certains de mes adversaires politiques. »

« Je pensais que des jeunes reprendraient le flambeau (...) Ils

voulaient absolument que ce soit moi. Je ne voulais pas les décevoir. »

Le candidat s'était placé en retrait de la politique montivillonne, depuis 2020, pour se consacrer exclusivement à son mandat européen. « *C'était mon deuxième mandat, et j'ai réalisé que j'allais avoir à porter pas mal de dossiers assez importants*, explique-t-il. *Avec tous les allers et retours que cela impliquait à Strasbourg et à Bruxelles, je ne pouvais pas m'investir à Montivilliers.* » Il reconnaît par ailleurs avoir « *pensé à prendre [sa] retraite politique. Je pensais que des jeunes reprendraient le flambeau. Mais, au lieu de cela, ils m'ont dit qu'ils voulaient absolument que ce soit moi. Je ne voulais pas les décevoir.* »

Doubler et armer les effectifs de la police municipale

Gilles Lebreton a fait de la sécurité sa « *priorité numéro 1* ». Le professeur de droit public entend doubler et armer les effectifs de la police municipale et créer une patrouille de nuit. Par ailleurs, à l'instar du candidat UDR-RN à la mairie du Havre, il entend s'appuyer sur un réseau de vidéoprotection équipé de l'intelligence artificielle.

La propreté fait aussi partie des thématiques principales du programme de la liste. Gilles Lebreton prévoit la création d'une brigade d'intervention rapide « *pour garantir une ville propre (tags, dépôts sauvages) sous 48h* ». S'agissant du cadre de vie, le candidat souhaite également créer un « *Jardin des sens* » à la Sente des rivières, qui serait un « *nouveau poumon vert pour la ville* ».

La construction d'une salle polyvalente

Le candidat du RN prévoit par ailleurs la construction d'une salle polyvalente, « *attendue par les familles, les associations et les aînés* ». Un espace qui, d'après le candidat manque à la commune.

« Par exemple, les agriculteurs de Montivilliers ont récemment voulu organiser un dîner. Ils sont allés le faire à la salle polyvalente d'Angerville-l'Orcher. C'est dommage », déplore-t-il. Un projet chiffré par la tête de liste à 1 M€, « sur un budget investissement qui s'élève à 9 millions d'euros par an. »

Un « pack installation » pour les médecins

La liste « Montivilliers, c'est vous ! » prévoit aussi de déployer un « pack installation » pour attirer de nouveaux médecins dans la commune. *« Concrètement, il s'agira d'une assistance pour trouver un logement, un emploi pour le conjoint, et pour faciliter la garde des enfants, explique le candidat. Les internes bénéficieront aussi d'une bourse pour leur dernière année. En contrepartie, nous leur demanderons de s'engager à s'installer à Montivilliers après la fin de leur internat. Ça coûtera un peu d'argent, mais ça rendra un grand service à la population. »*

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Tribune : le cri d'alarme de sept présidents de clubs de football, dont celui du HAC](#)

[En Normandie, voyages annulés pour cause de guerre : « Tout le monde était en pleurs »](#)

[Un Trafic « intelligent » pour Sandouville, mouvement au lycée François-1er... Le point actu à 20h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Montivilliers \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Face à des recrutements massifs dans la pénitentiaire, l'État planche sur la restructuration de son appareil de formation

Par Simon Gendrel

5–7 minutes

En pleine mue depuis l'arrivée de Gérald Darmanin place Vendôme, l'administration pénitentiaire devrait franchir un nouveau cap cette année avec la réforme de ses principaux outils de formation, voulue par l'ancien pensionnaire de Beauvau. Adressée à l'ancien directeur de l'administration pénitentiaire Claude d'Harcourt le 24 novembre dernier, une lettre de mission ayant pour objet, *“la préfiguration d'une nouvelle École nationale d'administration pénitentiaire (Enap)”* charge son destinataire de répondre aux *“limites capacitaires”* auxquelles se confronte le premier établissement de formation de la troisième force de sécurité intérieure du pays, situé à Agen.

Une mission ambitieuse qui, selon l'un des acteurs du programme, *“traduit la volonté politique de l'actuelle garde des Sceaux”* et *“sa prise de conscience de l'évolution de la société”*. S'attaquer aux problématiques pénitentiaires n'est, en effet, pas anodin pour Gérald Darmanin, désireux de marquer son passage place Vendôme et d'asseoir une stature de présidentiable. Jusqu'ici, le ministre penche clairement pour la création d'une seconde école, point qui transparaît dans la lettre de mission. Mais en coulisses, certains acteurs sont moins catégoriques, laissant ouverte la question d'un renforcement du réseau existant.

Privilégier la proximité

“Nous traitons le soft avant de traiter le hard”, explique un haut fonctionnaire. L’heure est d’abord à l’identification des fragilités du système actuel et des compléments à apporter. Ce n’est que dans un second temps que “nous nous poserons la question de la pertinence de construire une deuxième école ou de s’appuyer sur le réseau de structures existantes”. “Le champ est ouvert”, souligne le même interlocuteur. La question du positionnement géographique “n’est pas simple à résoudre”, car “ce nouveau site, de toute façon, emportera des contraintes de distance et d’accès que l’on a connues sur Agen [commune sur laquelle se situe l’actuelle Enap, ndlr]”. Qui souligne, pour rappel, qu’“Agen était un pari et c’est une très forte réussite”.

Lire aussi : [Justice : Darmanin amorce un big bang de l’administration centrale pour “muscler” la Place Vendôme](#)

La mission étudie la possibilité de renforcer les pôles de formation existants, attirée par leur proximité et leur ancrage local, même si cela limite la centralisation. *“La création d’une seconde école reste séduisante car elle incarne bien le projet, mais il ne faut pas substituer les centres de formation régionaux qui existent ici ou là, même si c’est un peu désordonné, certes”, précise une source. Ces centres, souvent initiés par les directions régionales “qui sentent ce besoin de proximité”, permettent de maintenir un lien direct avec le terrain, une dimension jugée essentielle par les acteurs en charge de la mission.*

Reste à clarifier le rôle de chacun et la place actuelle de l’Enap. *“Il faudra resserrer les liens entre l’Enap, soit avec la deuxième école qui en dépend, soit à travers la mise en place d’un réseau de formation initiale et continue”, estime un interlocuteur. Pour lui, l’enjeu est de “bien définir l’organisation, en précisant les relations entre la nouvelle sous-direction de la formation, l’Enap en tant que maître d’œuvre, et le terrain, avec les directions interrégionales et les pôles de formation.”*

Répondre aux ambitions de la DGAP

Si la création de cette deuxième Enap reste incertaine, les objectifs de la mission sont, eux, clairement définis : répondre à la *“croissance massive des besoins de formation”*, liée, notamment, à la création de nouvelles places de prison, tout en compensant le *“déficit structurel de formateurs”* et les *“capacités immobilières et techniques insuffisantes”*.

Les destinataires devront également *“repenser”* la *“formation initiale”*, aujourd’hui en manque de moyens, pour atteindre l’objectif fixé par le garde des Sceaux : recruter 4 000 agents pénitentiaires dans les prochaines années. Comme le souligne un acteur du programme : *“Aujourd’hui, la formation initiale manque de moyens matériels : il y a moins d’usage des armes, moins de simulations, et il manque de stands de tir (...) Il faut également davantage de formateurs.”*

Lire aussi : [Gérald Darmanin entame la réforme administrative de la chancellerie avec la création de la DGAP](#)

Autre priorité : refonder la formation continue, que la lettre de mission décrit comme un levier essentiel pour permettre aux agents de monter en compétences. Aujourd’hui, *“elle a des trous dans la raquette”*, déplore le même acteur, qui regrette que le personnel surchargé ne parvienne pas à dégager du temps pour se former.

L’inégalité des territoires dans la mise en œuvre de la formation continue est également pointée : *“Quand les directions interrégionales ont en tête ces exigences, la formation continue peut se mettre en place. En revanche, dans les territoires où ces administrations n’ont pas cette contrainte en tête, elle est balbutiante.”* Au-delà de la création possible d’une seconde Enap, le ministère de la Justice entend moderniser l’ensemble des outils de formation d’une administration pénitentiaire ambitieuse, toujours en quête d’attractivité pour recruter de nouveaux agents. Les conclusions de la mission sont, elles, attendues avant l’été.

L'Éducation nationale va continuer à équiper ses agents administratifs avec Microsoft

Victoria Beurnez

7–9 minutes

L'Éducation nationale continue de voguer avec Microsoft. Selon une [information de Mediapart](#), confirmée par *Acteurs publics*, le ministère de l'Éducation nationale a prolongé son accord-cadre avec le géant américain Microsoft. L'accord-cadre, initialement lancé en 2020, avait été renouvelé [une première fois en 2025](#). À l'issue de cette année, le ministère devait se prononcer sur sa prolongation – ou non. C'est chose faite : ce dernier sera donc bien poursuivi jusqu'en 2029, en dépit des récentes communications gouvernementales sur la question de la souveraineté numérique, et de la dépendance aux solutions américaines.

Lire aussi : [Le Health Data Hub lance un marché public pour s'affranchir de Microsoft](#)

Selon les informations communiquées par le ministère, le contrat n'a pas évolué : il concerne ses agents administratifs, en centrale comme dans les académies, et non le personnel enseignant, et *“permet aux administrations de ces ministères de continuer à utiliser les logiciels informatiques et solutions bureautiques de Microsoft (dont Windows et la suite bureautique Microsoft Office).”*

Un million de postes de travail et serveurs

“L'accord-cadre mutualise les besoins d'un périmètre particulièrement vaste : près d'un million de postes de travail et

serveurs sont concernés, au sein des services centraux et déconcentrés et des quelque 300 opérateurs, organismes de recherche, universités et écoles supérieures”, détaille le ministère. Le montant maximum de l'accord est fixé à 152 millions d'euros, mais son montant réel, qui sera connu lors de l'expiration, sera *“vraisemblablement très inférieur au plafond”*, précise le ministère.

Un ministère qui se défend cependant d'utiliser Microsoft sur la plupart de ses postes : pour les enseignants et au sein des établissements d'enseignements publics, *“la quasi-intégralité des serveurs est équipée du système d'exploitation Linux. Les technologies Microsoft y sont très rares. Les postes de travail des agents équipés par le ministère, en administration centrale comme dans les académies, sont en revanche pour la plupart équipés du système d'exploitation Windows et de la suite bureautique Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint, Outlook...)”*, précise-t-il. Le ministère affirme par ailleurs que ses données sensibles ne sont pas stockées chez Microsoft, conformément à la doctrine “Cloud au centre”, mais dans ses propres data centers souverains.

Même contrat, contexte différent

Si le contrat en lui-même n'a pas subi de modification entre 2025 et 2026, ce qui a changé, en revanche, tient plutôt au contexte : en plein cœur du débat sur la souveraineté numérique, le choix du ministère questionne. En premier lieu parce que les agents sont désormais régulièrement sommés de se tourner vers des solutions souveraines : le mois dernier, le gouvernement Lecornu faisait ainsi paraître sa [doctrine sur les achats numériques](#), donnant la priorité à la souveraineté numérique. Ce choix apparaît donc vecteur de profondes contradictions, puisque la direction interministérielle du numérique ainsi que le ministère lui-même avaient demandé aux personnels enseignants de se détourner des solutions de Microsoft au profit de celles proposées par le ministère. Et ce, par deux fois : en février 2025, ces deux entités avaient fait parvenir, par le biais des rectorats, une note aux personnels enseignants et scolaires

leur demandant justement de ne pas se tourner vers les outils de Microsoft, en raison des risques liés au droit extraterritorial qui pèse sur l'entreprise : à tout moment, le gouvernement américain peut l'obliger à communiquer les données dont elle a la garde, conformément au droit en vigueur.

Lire aussi : [L'État dévoile son Observatoire de la souveraineté numérique](#)

La contradiction ne passe pas inaperçue au sein des personnels. *“Nous avons des outils dédiés, dans l'Éducation nationale, sur de nombreux secteurs : qu'il s'agisse de la messagerie professionnelle, de la visio ou encore des outils de suivi de carrière, ou des activités pédagogiques, explique Mohamed Attia, de l'Unsa éducation nationale. On nous conseille systématiquement de ne pas utiliser les outils des Gafam. C'est donc assez paradoxal que notre institution, parallèlement, renouvelle un contrat avec l'un de leurs piliers.”* *“Toute la politique numérique du ministère est similaire : des incitations à tester, essayer de nouveaux outils, et, de l'autre côté, des limitations pour des questions de sécurité et précaution. Le conflit est permanent : on pourrait dire la même chose de l'intelligence artificielle”,* affirme Stéphanie de Vanssay, conseillère nationale à l'Unsa éducation nationale, et spécialiste des sujets numérique et éducation.

L'argument budgétaire avancé

Comment le ministère justifie-t-il le fait de persister avec Microsoft ? Selon lui, ce partenariat avec Microsoft repose avant tout sur des *“économies d'échelle sur le budget des ministères et de leurs opérateurs”*. Un argument qui n'est pas recevable, d'après Stéphanie de Vanssay. *“L'année qui vient de passer, à l'issue du renouvellement de contrat en 2025, aurait pu servir à opérer une transition. Je suis convaincue que c'était faisable : l'argument financier, tout comme celui selon lequel il est compliqué, pour les personnels, de ne pas rester sur Microsoft, est au mieux non*

crédible, au pire, assez pitoyable», regrette la conseillère, qui s'interroge sur les motivations réelles du ministère pour rempiler avec le géant américain.

Inertie et poids des habitudes

À l'occasion de la commission d'enquête sénatoriale sur les coûts et modalités effectives de la commande publique, les sénateurs avaient [pointé du doigt cet accord-cadre](#), validé sans accord de la direction interministérielle du numérique et contraire aux recommandations gouvernementales. Ils avaient notamment dénoncé *“une grande inertie”* de la part de l'État sur ces sujets, arguant qu'un manque de volonté politique sur ces questions empêchait le changement et confortait des habitudes déjà bien installées, le fait d'utiliser Microsoft étant la norme pour la majorité.

Lire aussi : [La Dinum n'a pas été consultée par l'Éducation nationale pour son choix de Microsoft](#)

“Ce qui a motivé cette décision, c'est principalement l'inertie et le poids des habitudes, abonde un cadre chargé du numérique au sein du ministère. De mon point de vue, en revanche, c'est assez injuste car nous faisons par ailleurs, et depuis plusieurs années, des choses très intéressantes, et totalement souveraines, du côté des communs numériques éducatifs et cela n'est pas connu”, tempère-t-il.

Car, parallèlement, l'Éducation nationale se pose comme un ministère innovant en matière de numérique : si les quelque 350 000 agents de la centrale continuent d'opérer sur les solutions de Microsoft, le ministère *“prévoit le déploiement, en cours, d'une nouvelle messagerie électronique à destination des 1,2 million d'agents de l'éducation nationale d'ici à fin 2026 (soit le plus grand projet de messagerie libre d'Europe), fondée là aussi sur une solution libre, Zimbra, hébergée sur les infrastructures du ministère.”* La direction interministérielle du numérique, interrogée à ce sujet, partage également l'idée selon laquelle la transition

s'effectue doucement, mais sûrement : *“le travail de réduction de la dépendance avec tous les ministères est engagé, y compris avec le ministère de l'Éducation Nationale, mais il s'agit d'un chantier de long terme qui nécessite une transition progressive pour des raisons de continuité de service”*. Les habitudes ont la vie dure, mais le changement s'opère petit à petit.

61 % des fonctionnaires territoriaux favorables à la remise en cause des 35 heures

Victoria Beurnez

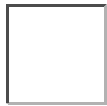
2-3 minutes

Par [Victoria Beurnez](#) - 10 mars 2026 - 1 min de lecture



Le dernier baromètre consacré au service public local réalisé par Ipsos-BVA et l'Association des administrateurs territoriaux (AATF) a interrogé les fonctionnaires territoriaux sur leur rapport au temps et au rythme de travail. Il en ressort en premier lieu que 61 % d'entre eux seraient favorables à une remise en cause des 35 heures afin de pouvoir augmenter les rémunérations, même si en 2024, leur temps de travail effectif restait inférieur de 8 heures aux 1607 heures réglementaires, selon le dernier rapport annuel sur l'état de la fonction publique. En parallèle, 81 % ont un avis positif sur la mise en place de la semaine de 4 jours pour mieux concilier vie pro et vie perso, et 55 % se disent prêts à remettre en cause les accords de télétravail au sein de leur collectivité pour favoriser les

temps de travail en équipe.



Publié le 10 mars 2026 · 1 min de lecture

Découvrez le dernier numéro d'Acteurs publics

AP 180 Fonction publique | Le labyrinthe des accès



Connexions multiples sur votre compte

Nous constatons une autre connexion sur votre compte (depuis un autre appareil ou un autre navigateur).

Il n'est pas possible d'avoir plusieurs connexions simultanées sur un même compte Acteurs publics.

Veuillez choisir la session sur laquelle vous souhaitez rester connecté. La session non sélectionnée sera automatiquement déconnectée.



Retraite complémentaire : le régime des contractuels dopé par la hausse des effectifs

Par Paul Idczak

~4 minutes

C'est l'un des effets parallèles de l'augmentation en flèche du nombre de contractuels dans les trois versants de la fonction publique au cours de la dernière décennie. Alors que ces derniers représentent désormais près d'un quart des effectifs d'agents publics, leur régime de retraite complémentaire, l'Ircantec, a, lui aussi, connu un effet "boom" depuis 2014.

Selon des chiffres publiés par la direction des politiques sociales de la Caisse des dépôts – l'opérateur gestionnaire de l'Ircantec – la masse des cotisations au régime a quasiment doublé entre 2014 et 2024, passant de 2,9 à 4,8 milliards d'euros sur la période étudiée par les statisticiens de l'établissement public. Un chiffre qui inclut les cotisations d'un total de 3,2 millions d'agents, soit à la fois l'ensemble des agents non titulaires des trois versants de la fonction publique, ainsi que les praticiens hospitaliers (PH) et les élus locaux, également affiliés à l'Ircantec.

Lire aussi : [Le recours aux contractuels continue de faire augmenter les effectifs de la fonction publique](#)

Dans le détail, cette progression se situe, en moyenne annuelle, à 7,7 % dans la fonction publique d'État (FPE), à 7,2 % dans l'hospitalière (FPH), et à 5,4 % dans la territoriale (FPT). Une évolution à mettre en relation avec les hausses du nombre de contractuels sur la même période, à des niveaux annuels moyens

situés à 2,2 % à l'État et 2,5 % dans l'hospitalière, pour seulement 0,3 % dans la territoriale.

C'est d'ailleurs au sein de cette dernière que les cotisants sont les plus nombreux, puisqu'ils représentent plus d'un tiers (36,4 %) des agents concernés par ce régime, même si le total de leurs cotisations ne s'élevait qu'à près d'un quart de la masse totale perçue, toutes catégories confondues, en 2024. *A contrario*, les 200 000 praticiens hospitaliers (PH) cotisaient pour 21 % de la masse totale, cette même année, alors qu'ils regroupent à peine plus de 6 % des effectifs affiliés. Une différence qui s'explique par le fait que les PH, qui possèdent des rémunérations plus élevées que l'ensemble des personnels affiliés au régime, cotisent davantage, en moyenne, que les autres agents concernés.

Hausse importante de l'assiette moyenne de cotisations

Si le nombre d'agents affiliés à l'Ircantec a crû depuis 2014, passant d'un peu plus de 3 millions en 2014 à près de 3,3 millions en 2024, c'est surtout la hausse de l'assiette moyenne de cotisations qui a contribué au quasi-doublement des sommes perçues par l'Ircantec – également poussée vers le haut par un taux d'inflation moyen annuel de 1,7 %. Sur la décennie étudiée, l'assiette annuelle a ainsi augmenté de façon comparable dans les trois versants, celle de la FPE progressant, en moyenne, de 4,4 %, celle de la FPT de 4 %, tandis que la FPH, hors PH, a connu une évolution moyenne de +3,8 % chaque année.

Lire aussi : [La fonction publique prépare ses ateliers sur l'emploi, le travail et les retraites](#)

L'effet du taux de cotisation est quant à lui plus marginal. S'il a certes légèrement augmenté entre 2014 et 2017, il s'est stabilisé au cours des sept années suivantes, et a même diminué de 0,2 point pour les praticiens hospitaliers. Un infléchissement dû, lors des derniers exercices étudiés par la Caisse des dépôts, à une hausse des rémunérations moyennes des PH moins élevée que

celle du plafond de la sécurité sociale, notamment lors des années 2023 et 2024.

Dépense publique : une absence persistante de consensus autour des critères d'efficacité

Philippine Ramognino

6–7 minutes

“Hâtons-nous de rendre la philosophie populaire. Si nous voulons que les philosophes marchent en avant, approchons le peuple du point où en sont les philosophes.” Pour Benoît Garcia, pilote du dernier rapport du Conseil économique, social et environnemental (Cese) sur les finances publiques, cette célèbre citation de Diderot pourrait voir remplacer la philosophie par les finances publiques. Le secrétaire général de la Fédération des finances CGT et vice-président du Cese a ainsi mis en avant, lors de la présentation le 25 février dans l'hémicycle de l'étude menée avec Claire Tutenuit, l'importance de *“rendre les finances publiques populaires”*.

Si cet enjeu des finances publiques est devenu omniprésent dans le discours politique et le débat public au sens large, sa complexité intrinsèque le rend encore nébuleux pour nombre de citoyens. Le budget de l'État comme les financements alloués au fonctionnement des services publics et à la Sécurité sociale concernent pourtant l'ensemble de la société civile, d'autant qu'ils reposent essentiellement sur les contribuables. Le Cese a décidé de s'emparer du sujet, en lui accordant une étude dédiée dont [les résultats](#) ont récemment été présentés.

Lire aussi : [Finances publiques : un redressement timide qui reporte l'essentiel des efforts à plus tard](#)

“La question des finances publiques est l'une des plus présente

dans le débat national depuis maintenant plusieurs années. Elle est aussi l'une des plus clivantes et l'une des plus mal comprises", a ainsi introduit son président, Thierry Beaudet, en ouverture de la cession de présentation des travaux.

La démarche du Cese ne consiste pas à livrer des préconisations, mais à *"mettre en lumière ce qui fait débat"* et éclairer les décisions futures, à travers six grandes questions controversées autour de la fiscalité, des dépenses publiques, de la gestion de l'endettement et des investissements d'avenir. Pour chacune, l'Assemblée s'est employée à documenter les arguments et contre-arguments, en s'appuyant sur des ressources universitaires ou juridictionnelles, afin de *"restituer la complexité sans la résoudre à la place des décideurs politiques"*, a partagé Thierry Beaudet. L'objectif est également de préparer d'éventuels futurs travaux du Cese sur le sujet des finances publiques.

Un sujet épineux

De l'avis de Jacques Creyssel, président de la commission économie et finances, le thème des finances publiques *"est le plus difficile de tous"*, ayant motivé la réalisation d'un état des lieux avant l'analyse des controverses. Et, ce, du fait de son caractère protéiforme. *"Les dépenses, les recettes, le financement, le solde, la dette, sont autant de sujets qui méritent des analyses séparées, tout en étant tous reliés par une multitude d'interactions"*, a partagé Jacques Creyssel. *Sans compter les différents types ou niveau d'administrations."*

Lire aussi : [Au Sénat, une proposition de loi pour limiter la "bureaucratisation" de la dépense publique](#)

Parmi les enseignements de l'analyse figure l'importance de la prise en compte des effets des décisions relatives aux finances publiques. *"Une hausse ou une baisse d'une dépense peut conduire à des variations contraires d'autres dépenses, et ceci du côté de l'État, des finances sociales ou des collectivités locales"*, a

ainsi illustré le président de la commission. Par ailleurs, deux questions sur les six ont fait l'objet d'un certain consensus des membres de la commission, quand bien même les avis n'étaient pas unanimes sur le rythme et les modalités pour les mettre en œuvre : la nécessité de changer d'approche pour maîtriser davantage la dette et le caractère indispensable du financement de la transition écologique.

L'efficacité de la dépense publique questionnée

En revanche, selon le rapporteur Benoît Garcia, un sujet demeure particulièrement difficile à trancher : celui de l'efficacité de la dépense publique. *“Qu'est-ce qu'une dépense, une recette, une politique, un service public efficace ? Tant que nous ne nous entendons pas sur les critères de l'efficacité, il sera difficile de converger sur les priorités budgétaires”*, a partagé le coauteur de l'étude. Or, c'est là où persisterait *“le nœud des désaccords”*.

Les membres de la commission ont pu constater que l'efficacité de la dépense publique dépend en grande partie du contexte économique. En période de crise, comme l'épisode Covid, la mobilisation importante de celle-ci peut s'avérer non seulement pertinente mais nécessaire à la stabilisation de l'économie. *“En période normale avec des taux d'intérêt élevé et une dette importante, la dépense publique exerce au contraire une incidence négative sur la croissance”*, a néanmoins relevé Jacques Landriot, chargé de piloter les travaux autour de la question : “les dépenses de l'État et des collectivités sont-elles efficaces ?”. L'inégale efficacité de la dépense publique, notamment imputable à un manque de pilotage et d'évaluation, a également été pointée du doigt.

Lire aussi : [Comment les contrôleurs budgétaires ministériels sont passés de « gardiens rigides » à « boussoles stratégiques »](#)

En résumé, il demeure une *“tension structurelle”* entre les besoins d'investissements qui grimpent, en particulier pour financer la

transition écologique, le système de santé et l'éducation, et les dépenses qui se voient de plus en plus contraintes. *“Ce n'est donc pas tant le niveau de dépense qui est en cause que sa capacité à être réorientée vers les priorités stratégiques,* conclut ainsi Jacques Landriot. *On a besoin de planifier, de former les décideurs à la culture stratégique, afin qu'ils prennent en compte les risques écologiques, géopolitiques, sociaux, de santé et d'éducation.*